



Assemblée générale

Soixante-dix-septième session

31^e séance plénière

Mercredi 9 novembre 2022, à 10 heures
New York

Documents officiels

Président : M. Kőrösi (Hongrie)

La séance est ouverte à 10 heures.

Point 89 de l'ordre du jour

Rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique

Note du Secrétaire général transmettant le rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique (A/77/308 et A/77/308/Add.1)

Projet de résolution (A/77/L.9)

Le Président (*parle en anglais*) : Alors que nous examinons le rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) pour 2021 (A/77/308 et A/77/308/Add.1), nous devons reconnaître que les événements survenus l'année dernière sur la scène internationale ont eu un impact considérable sur les travaux de l'Agence. Cette année, de graves événements l'ont obligée à réagir à tout un ensemble de circonstances défavorables sans précédent. La tendance est alarmante : le monde fait face à des risques de prolifération nucléaire et de catastrophe nucléaire inégaux depuis des décennies. La guerre en Ukraine a accentué ces inquiétudes et provoqué une crise énergétique mondiale qui a fait grimper les prix en flèche. L'AIEA s'efforce de répondre aux exigences actuelles avec compétence et détermination. Je remercie le Directeur général Grossi du leadership dont il fait preuve et tous les experts de l'AIEA qui ont risqué leur vie pour assurer

la sûreté et la stabilité nucléaires en cette période de crises imbriquées.

La mission de l'AIEA à Zaporijia, qui entre dans son troisième mois, travaille jour et nuit pour garantir la sûreté et la sécurité de la centrale et éviter une catastrophe nucléaire. Il s'agit, après tout, de la plus grande centrale nucléaire d'Europe et de la neuvième plus grande au monde, et elle produit de l'énergie pour 4 millions de foyers. Nous ne pouvons tout simplement pas permettre que la sûreté nucléaire en Ukraine et ailleurs soit compromise. Les experts de l'AIEA sont bien placés pour fournir des informations actualisées et crédibles recueillies sur le terrain, souvent au péril de leur vie. J'exhorte toutes les parties à coopérer pleinement avec l'AIEA pour garantir la sûreté nucléaire, et je réaffirme l'importance des informations impartiales et factuelles fournies par l'AIEA sur les nombreux défis nucléaires auxquels nous sommes confrontés.

Les préoccupations relatives à l'énergie nucléaire ne se limitent pas à une seule région. Les tentatives visant à affaiblir les régimes de non-prolifération nucléaire sont particulièrement dangereuses et constituent une grave menace pour la paix et la sécurité. La coopération revêt une importance cruciale dans la péninsule coréenne, où des violations alarmantes des normes de sécurité ont eu lieu, et où les garanties de l'AIEA sont systématiquement remises en cause, ce qui menace de déstabiliser la paix fragile qui règne dans la région.

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau AB-0601 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>).



Au Moyen-Orient, l'AIEA a un rôle central à jouer dans la création d'une zone exempte d'armes nucléaires et dans l'application des garanties intégrales de l'Agence à toutes les activités nucléaires. J'exhorte les pays de la région à coopérer pleinement avec l'Agence en vue de parvenir à une coexistence pacifique grâce au renforcement de la confiance et à la transparence.

Alors que de plus en plus de pays se tournent vers l'énergie nucléaire pour répondre à leurs besoins, notamment dans le contexte de graves pénuries d'énergie actuelles et à venir, la responsabilité de l'AIEA de veiller à la sécurité et à la sûreté des technologies nucléaires ainsi qu'à leur utilisation à des fins pacifiques n'a fait que gagner en importance. L'année dernière, à la vingt-sixième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, l'énergie nucléaire figurait parmi les principales priorités climatiques au niveau mondial et l'AIEA a ouvert de nouvelles perspectives pour l'utilisation des techniques nucléaires pour lutter contre la pollution et relever d'autres défis environnementaux. Alors que la vingt-septième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques est en cours, j'encourage les États Membres, les entreprises et la société civile à collaborer avec l'AIEA pour répondre à deux questions cruciales.

Premièrement, quelles sont les solutions dont nous disposons pour faire face simultanément aux changements climatiques et à la crise énergétique ? Deuxièmement, que nous apprend la science sur le lien entre l'énergie nucléaire et l'environnement ? Jusqu'à présent, nous n'avons pas examiné en profondeur ces questions. Je remercie l'AIEA d'avoir pris la tête des efforts mondiaux dans ce domaine et j'attends avec intérêt le rapport du Directeur général. Je souhaite à l'Agence de nouvelles réussites dans ses efforts pour renforcer la contribution de l'énergie atomique à la paix, la santé et la prospérité dans le monde entier.

J'informe l'Assemblée que le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique m'a fait savoir qu'il regrettait de ne pouvoir assister à la présente séance pour présenter le rapport de l'Agence pour l'année 2021 (A/77/308 et A/77/308/Add.1) et prononcer une déclaration sur les faits nouveaux survenus depuis sa publication. Sa déclaration a été publiée sous la cote A/77/308/Add.1.

Je donne la parole au représentant de la République tchèque, qui va présenter le projet de résolution A/77/L.9.

M. Kulháněk (Tchéquie) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de présenter à l'Assemblée générale le projet de résolution A/77/L.9, intitulé « Rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique », et j'ai le plaisir de le faire au nom de la République tchèque, qui préside le Conseil des gouverneurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) pour la période allant d'octobre 2022 à septembre 2023. La Tchéquie occupe cette fonction importante pour la première fois de son histoire. Néanmoins, nous avons toujours été un fervent défenseur des utilisations pacifiques de la science et des technologies nucléaires. En effet, nous jouons un rôle actif au sein de l'AIEA depuis sa création. Nous soutenons fermement ses activités et promouvons leurs précieuses contributions dans tous les domaines possibles.

La Tchéquie est convaincue que l'AIEA a beaucoup contribué à garantir que l'énergie nucléaire et les rayonnements ionisants sont utilisés de manière sûre et sécurisée à des fins pacifiques. Une telle entreprise mérite notre soutien total, surtout en ces temps difficiles. Notre présidence du Conseil des gouverneurs de l'AIEA traduit clairement la détermination de mon gouvernement à soutenir l'Agence, sa mission et son mandat. La devise de l'AIEA, « L'atome pour la paix et le développement » traduit clairement son objectif principal, qui est de garantir l'utilisation des technologies nucléaires à des fins pacifiques pour améliorer le bien-être et la prospérité de l'humanité et de notre planète.

Le projet de résolution (A/77/L.9) dont l'Assemblée générale est saisie aujourd'hui découle d'une obligation prévue par le Statut de l'AIEA et l'Accord de 1957 régissant les relations entre l'ONU et l'AIEA. C'est par ce moyen que l'Assemblée prend acte et dresse le bilan des travaux de l'Agence. Le projet de résolution de cette année est une mise à jour factuelle de la résolution 76/9 de l'année dernière ; à ce titre, l'Assemblée générale y prend note des résolutions et décisions adoptées par la Conférence générale de l'AIEA à sa soixante-sixième session ordinaire. Elle réaffirme aussi le soutien ferme des États Membres de l'ONU à l'Agence et à ses activités prescrites. À l'issue des consultations tenues à Vienne le 24 octobre, le projet de résolution de cette année a été approuvé à l'unanimité pour transmission à l'Assemblée générale. Nous tenons à remercier tous les auteurs de leur appui.

Nous espérons que l'Assemblée générale adoptera le projet de résolution A/77/L.9 sans le mettre aux voix, soulignant ainsi l'importance que la communauté internationale accorde à l'AIEA et à ses travaux d'une vaste portée.

M. Syrymbet (Kazakhstan) (*parle en anglais*) : Je fais la présente déclaration au nom des délégations kazakhstanaise, kirghize, tadjike, turkmène et ouzbèke. Je remercie l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) de son rapport (A/77/308 et A/77/308/Add.1).

Nous apprécions et soutenons les activités de l'Agence visant à contribuer au régime mondial de non-prolifération, à promouvoir les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire et à favoriser la réalisation des objectifs de développement durable de l'Organisation des Nations Unies. Nous saluons les efforts fournis par l'AIEA pour relever les défis actuels dans le cadre de son mandat, et nous nous félicitons de la préoccupation exprimée en ce qui concerne le rétablissement de l'égalité souveraine à l'AIEA, comme indiqué au paragraphe 2 du projet de résolution A/77/L.9, intitulé « Rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique ».

Nous pensons que les membres de l'Assemblée partagent notre conviction selon laquelle il est absolument inacceptable que le principe fondamental de l'égalité souveraine soit violé à l'Agence chaque jour depuis que les cinq États d'Asie centrale ont rejoint l'AIEA. Près de 30 États membres à part entière de l'Agence sont aussi dans la même situation.

Comme nous le savons tous, même si le principe de l'égalité souveraine de tous les États membres de l'AIEA est consacré dans le Statut de l'Agence, la réalité est tout autre. Les États membres de l'AIEA sont répartis entre huit groupes régionaux informels basés sur la représentation géographique, comme dans d'autres organisations du système des Nations Unies. Toutefois, cette affiliation n'est pas définie juridiquement. En outre, le Statut de l'AIEA ne définit pas l'affiliation des États membres nouvellement acceptés, ce qui a été le cas pour les cinq États d'Asie centrale lorsque nous avons rejoint l'AIEA en tant qu'États nouvellement indépendants. Ainsi, jusqu'à présent, des États membres à part entière de l'AIEA n'appartiennent à aucun groupe régional ; ils sont comme des « sans-abri », et sont privés de leur droit souverain d'être élus aux organes directeurs de l'Agence.

Nous nous trouvons depuis très longtemps dans cette situation insoutenable, injuste et discriminatoire

s'agissant du statut que nous avons depuis longtemps à l'AIEA, sans perspective rassurante de changement dans un avenir proche. La soixante-sixième session de la Conférence générale de l'AIEA, qui s'est tenue en septembre de cette année, a clairement montré que la majorité des États membres convient que le non-respect de l'égalité souveraine dans notre organisation constitue une situation incongrue et incohérente. En d'autres termes, il s'agit d'une violation directe de son statut.

Un nombre non négligeable de pays est exclu de la plupart des processus d'information, de conseil, de concertation et de décision parce qu'ils n'appartiennent ni à un groupe régional ni à une zone géographique. C'est cette réalité même qui a incité la délégation kazakhstanaise à rédiger et à soumettre le projet de résolution sur le rétablissement de l'égalité souveraine à l'AIEA à la dernière session de la Conférence générale de l'Agence. Mais en ce moment même, certains États membres appellent vivement à l'organisation de consultations supplémentaires sur le texte du projet de résolution. Enfin, la délégation kazakhstanaise a décidé, dans un esprit de coopération et de bonne volonté, de répondre positivement aux demandes formulées au fil du temps et a reporté la présentation du projet de résolution à la prochaine session de la Conférence générale de l'AIEA.

La situation à l'AIEA est critique. Des membres à part entière de l'Agence sont privés de leur droit légitime de participer à son processus décisionnel. L'AIEA est la seule organisation du système des Nations Unies qui ne dispose pas d'un système de répartition régionale clairement établi. Nous appelons tous les États membres et le secrétariat de l'AIEA à prendre des mesures immédiates et fermes pour régler ce problème et garantir ainsi que les principes fondamentaux de la Charte des Nations Unies et du Statut de l'AIEA soient pleinement appliqués au sein de l'Agence. Nous nous engageons à rester saisis de cette question jusqu'à ce qu'elle soit totalement réglée.

M. Espinosa Cañizares (Équateur) (*parle en espagnol*) : Pour commencer, je voudrais saluer le travail de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), et je remercie le Directeur général Rafael Mariano Grossi d'avoir présenté le rapport de l'Agence (A/77/308 et A/77/308/Add.1) à l'Assemblée générale.

Je sais gré également à la Tchèque d'avoir présenté le projet de résolution A/77/L.9 cette année et la félicite de son élection à la présidence du Conseil des gouverneurs de l'AIEA.

L'Équateur se porte une fois de plus coauteur de ce projet de résolution, pour montrer l'importance que mon pays accorde à l'Agence internationale de l'énergie atomique dans sa recherche constante de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire. L'Équateur maintient sa position ferme en faveur de la mise en œuvre intégrale des trois piliers du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Pour cette raison, nous estimons qu'il est aussi opportun, à cette occasion, de rappeler qu'il importe de poursuivre nos efforts dans l'optique du désarmement et de l'élimination des armes nucléaires, compte tenu de leurs conséquences humanitaires désastreuses. Leur simple existence met en péril la survie de l'humanité.

L'Équateur apprécie à sa juste valeur et appuie le droit de tous les États d'utiliser l'énergie nucléaire à des fins pacifiques. Dans cet ordre d'idées, nous soulignons la contribution de l'utilisation de l'énergie et des autres applications nucléaires à des fins pacifiques aux efforts déployés à l'échelle mondiale pour atteindre les objectifs de développement durable énoncés dans le Programme 2030.

L'Équateur souligne le rôle essentiel joué par le programme de coopération technique et salue les actions et les mesures prises par l'AIEA pour disposer d'un programme plus efficace, qui tienne compte des priorités et des besoins des États membres, grâce à des moyens innovants et plus efficaces d'aider les pays à renforcer leurs capacités en matière d'utilisation pacifique de la science et de la technologie nucléaires. Pour l'Équateur, la coopération avec l'AIEA revêt une importance particulière du fait de sa contribution aux efforts déployés à l'échelle nationale dans le domaine du développement économique et social. À cet égard, je souligne l'assistance technique fournie en 2021 à 31 États membres de la région d'Amérique latine et des Caraïbes, dont l'Équateur, en particulier dans les domaines de la santé humaine, de la sûreté radiologique, de l'alimentation et de l'agriculture, et de l'eau et de l'environnement.

La Technologie nucléaire au service de la lutte contre la pollution par le plastique, ou initiative NUTEC Plastics, qui envisage le recours à des techniques nucléaires pour traiter les questions du recyclage des plastiques et de la surveillance marine des microplastiques, suscite un grand intérêt. Cela démontre les contributions spécifiques que les technologies nucléaires peuvent apporter à la lutte contre la pollution par le plastique dans nos océans.

L'Équateur se déclare également préoccupé par les conditions de sécurité précaires qui règne actuellement à la centrale nucléaire de Zaporijia, en Ukraine, la plus grande installation de ce type en Europe, et salue tous les efforts déployés par l'AIEA, en particulier par l'équipe d'experts présente sur le site de la centrale, pour surveiller cette situation regrettable. Nous souscrivons à l'appel lancé par le Directeur général de l'AIEA en faveur de la création de toute urgence d'une zone de protection et de sécurité nucléaire autour de la centrale de Zaporijia afin d'éviter un accident aux conséquences catastrophiques.

Je conclus cette déclaration en réaffirmant l'appui total et indéfectible de mon pays aux travaux de l'AIEA, effectués dans l'objectif fidèle de rendre l'énergie nucléaire de plus en plus sûre, efficace et bénéfique pour l'ensemble de l'humanité.

M. Mahmoud (Égypte) (*parle en arabe*) : Je tiens tout d'abord à remercier M. Rafael Grossi, Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), de son rapport (A/77/308 et A/77/308/Add.1), qui rend compte des efforts déployés par l'Agence pour atteindre ses objectifs dans le domaine de l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques.

L'importance du rôle de l'AIEA s'accroît de jour en jour, à la lumière des dangers posés par la prolifération nucléaire et les tensions internationales, qui jettent une ombre sur la scène internationale. À cela s'ajoute l'incapacité de la dixième Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires d'adopter un document final qui aurait contribué à appuyer les activités à usage pacifique et confirmé l'adhésion des États parties aux objectifs et principes énoncés dans le Traité.

Par conséquent, je réaffirme que le droit naturel, inaliénable et inconditionnel à l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques est un élément fondamental du grand compromis sur lequel repose le Traité, tel que souligné dans l'article IV. Le paragraphe 3 de l'article III du Traité dispose que les garanties requises seront mises en œuvre de manière à éviter d'entraver la coopération internationale dans le domaine des activités nucléaires pacifiques, malgré le fait que la réalité actuelle indique que certains États parties imposent divers ensembles de conditionnalités à cette utilisation du point de vue de la non-prolifération ou de la sécurité nucléaire.

Cela va à l'encontre des objectifs et de l'esprit du Traité. Il en va de même des conditions d'approvisionnement excessives imposées par certains pays fournisseurs de technologie nucléaire, qui ne sont pas exigées par le Traité, alors qu'il exempte les États non parties même de l'obligation de conclure un accord de garanties généralisées avec l'Agence. Cela aggrave davantage la situation et creuse les inégalités. Il s'agit d'une politisation évidente et d'un deux poids, deux mesures, qui sont vus comme une récompense pour les pays qui n'ont pas signé le Traité et qui entravent les efforts visant à parvenir à son universalité. Ces mesures attisent également le mécontentement des États non dotés d'armes nucléaires qui sont parties au Traité et qui se sont acquittés de toutes les obligations qui leur incombent en vertu du Traité.

Par conséquent, l'Égypte appelle une fois encore à l'universalisation du Traité et à l'application du système des garanties généralisées en tant que priorité absolue pour garantir la crédibilité du désarmement et de la non-prolifération nucléaires. Nous soulignons également l'importance de préserver le caractère volontaire du protocole additionnel, car il n'est pas logique d'exiger davantage d'engagements de la part des pays qui respectent le Traité et qui y adhèrent, alors que d'autres pays restent en dehors du système dans son ensemble. La mise en œuvre du système de garanties doit se faire par l'intermédiaire d'une méthode de contrôle au niveau de l'État, liée à son approbation, et pas seulement par la consultation.

Malgré les efforts déployés par l'Agence, de nombreux pays n'ont pas encore bénéficié des fruits des progrès réalisés dans le domaine de la technologie de l'énergie nucléaire et de ses diverses applications, ce qui est souvent dû aux restrictions injustifiées imposées au transfert de cette technologie, en particulier celles associées aux utilisations poussées directement liées aux différentes étapes du cycle du combustible nucléaire. Par ailleurs, les ressources financières nécessaires pour promouvoir les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire font défaut, et il est difficile d'obtenir les financements nécessaires pour des projets ciblés de la part des agences de développement ou des institutions financières internationales. Un effort est donc nécessaire pour que davantage de ressources soient disponibles.

S'agissant de la coopération entre l'Égypte et l'Agence, l'Égypte a toujours appuyé le rôle de l'Agence dans le domaine des utilisations pacifiques, le renforcement de la coopération internationale, la fourniture

d'un appui technique et l'application de mesures de sûreté et de sécurité nucléaires, compte tenu de l'importance croissante de l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques dans la réalisation des objectifs de développement durable et la lutte contre les changements climatiques. Cela est confirmé par la coopération en cours entre l'Égypte et l'Agence dans le cadre des efforts visant à construire la centrale nucléaire d'El Dabaa pour augmenter la production d'électricité en Égypte, ainsi que par la participation de l'Agence à la vingt-septième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, qui se tient actuellement à Charm el-Cheikh.

L'Égypte espère également que l'Agence progressera dans la mise en œuvre du mandat qui lui a été confié conformément à la résolution intitulée « Application des garanties de l'AIEA au Moyen-Orient » (GC(64)/RES/15), ce qui permettrait d'avancer vers la création d'une zone exempte d'armes nucléaires et de toutes autres armes de destruction massive au Moyen-Orient, en s'appuyant sur le succès des première et deuxième sessions de la Conférence. L'Égypte se réjouit à la perspective de la participation de l'Agence à la troisième session de la Conférence sur cette question, qui sera présidée par la République libanaise, pays frère, et entend contribuer concrètement au débat de fond qui aura lieu en vue de la réalisation de ses objectifs.

M. Huang Zi (Singapour) (*parle en anglais*) : Singapour félicite le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Rafael Grossi, ainsi que son personnel, pour leur détermination à s'acquitter du mandat de l'Agence en matière de vérification des garanties, à faire progresser la coopération technique et le renforcement des capacités, et à encourager la recherche scientifique sur l'énergie atomique et promouvoir son utilisation à des fins pacifiques.

Singapour appuie pleinement le mandat et les travaux de l'AIEA et est heureuse de se porter, cette année encore, coauteure du projet de résolution, intitulé « Rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique » (A/77/L.9). L'AIEA reste un partenaire fiable et important pour la communauté internationale. Elle a accompli son mandat malgré les perturbations prolongées causées par la maladie à coronavirus (COVID-19) et dans un contexte de tensions géopolitiques croissantes. Je voudrais également saisir cette occasion pour exprimer la reconnaissance de Singapour aux experts de l'AIEA pour le rôle indispensable qu'ils jouent pour

garantir la sûreté et la sécurité nucléaires à la centrale nucléaire de Zaporijia.

Qu'il me soit permis de formuler trois brèves observations concernant les importantes activités de l'AIEA.

Premièrement, l'AIEA se trouve au cœur du régime international de non-prolifération, en tant que seule autorité compétente pour vérifier que les États respectent leurs obligations en matière de garanties nucléaires. L'AIEA a aussi contribué à instaurer la confiance, a été un médiateur honnête et représente une source importante de connaissances techniques. Singapour appelle tous les États parties à compléter l'action de l'AIEA en honorant les obligations qui leur incombent en vertu des accords de garanties généralisées qu'ils ont signés avec l'Agence et, le cas échéant, du protocole additionnel.

Deuxièmement, l'AIEA fixe des normes mondiales en matière de sûreté et de sécurité nucléaires et aide les États membres à les appliquer rigoureusement. Singapour a accueilli la première mission du Service intégré d'examen de la réglementation de l'AIEA en octobre et attend avec intérêt de poursuivre cette coopération dans le cadre de son programme national 2021-2025.

Singapour appuie les efforts déployés par l'AIEA pour affiner et renforcer les normes de sûreté et de sécurité nucléaires. Nous réaffirmons l'importance que revêtent les sept piliers de la sûreté et de la sécurité nucléaires de l'AIEA, que le Directeur général Grossi a présentés en mars. Singapour est heureuse d'appuyer les Orientations pour l'importation et l'exportation de sources radioactives et les Orientations sur la gestion des sources radioactives retirées du service, qui sont complémentaires du Code de conduite sur la sûreté et la sécurité des sources radioactives de l'AIEA. Nous attendons aussi avec intérêt le renforcement de la capacité de l'AIEA d'appuyer les États dans ces domaines, une fois que la construction du Centre de formation et de démonstration consacré à la sécurité nucléaire de l'Agence à Seibersdorf sera achevée. Singapour est favorable à la publication du Plan de sécurité nucléaire 2022-2025 de l'AIEA, ainsi qu'aux efforts déployés par l'AIEA pour traiter les interactions entre la sûreté et la sécurité nucléaires.

Troisièmement, l'AIEA joue un rôle central dans les avancées réalisées en matière de recherche scientifique et de technologies nucléaires. Compte tenu du

regain d'intérêt mondial pour l'exploitation de l'énergie nucléaire, la création de la Plateforme de l'AIEA sur les petits réacteurs modulaires et leurs applications à l'échelle de l'Agence constitue une étape importante vers la concrétisation des avantages potentiels des petits réacteurs nucléaires modulaires. Nous jugeons également encourageant le fait que l'AIEA a mis à profit son expertise en matière de science nucléaire pour contribuer à la lutte mondiale contre la COVID-19 par l'intermédiaire de son projet d'action intégrée contre les zoonoses, qui concourra à renforcer la préparation et la capacité des États membres de détecter rapidement les futures épidémies de zoonoses et d'y réagir.

Singapour défend le droit inaliénable de tous les États parties d'utiliser la science et la technologie nucléaires à des fins pacifiques, conformément à l'article IV du TNP. Singapour poursuivra ses efforts pour contribuer au mandat de coopération technique de l'AIEA dans le cadre de leur programme conjoint de formation des pays tiers et des arrangements pratiques conclus entre l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est et l'AIEA. Nous continuerons d'aider l'Agence à rendre ses programmes de renforcement des capacités et de coopération technique disponibles et accessibles aux pays en développement, notamment les petits États insulaires en développement.

En tant que membre du Conseil des gouverneurs de l'AIEA pour la période 2022-2024, Singapour est prête à collaborer avec le Directeur général Grossi et son personnel pour permettre à l'Agence de s'acquitter efficacement de son mandat.

M. Khan (Pakistan) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à remercier l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) de son rapport annuel pour 2021 (A/77/308 et A/77/308/Add.1) et des efforts déployés par son directeur général, Rafael Mariano Grossi, en faveur de l'objectif consistant à promouvoir l'utilisation des sources d'énergie à des fins pacifiques en vue du développement durable et de la mise en place d'économies résilientes. Le rapport donne un aperçu utile des activités de l'Agence, qui, en plus de couvrir la question de plus en plus pressante des changements climatiques, se concentre sur d'autres sujets essentiels, tels que le transfert de technologies nucléaires à des fins pacifiques, la sûreté et la sécurité nucléaires, ainsi que la vérification nucléaire et les efforts de non-prolifération menés dans le monde entier.

En tant que membre fondateur de l'AIEA, le Pakistan appuie fermement le rôle que joue l'Agence

dans la promotion des utilisations pacifiques de la technologie nucléaire selon sa devise « L'atome pour la paix et le développement ». L'exploitation de la technologie nucléaire est une priorité pour le Pakistan dans le cadre de la réalisation des objectifs de développement durable et de la lutte contre la pauvreté. Aujourd'hui, au Pakistan, nous utilisons les technologies et les applications nucléaires dans divers domaines, tels que la production d'électricité, les soins de santé, l'agriculture, l'industrie et la protection de l'environnement.

Nous considérons l'énergie nucléaire comme une source de production d'électricité fiable, sûre et sans carbone. Les efforts que nous déployons pour augmenter la production d'énergie nucléaire et sa part dans le mix énergétique national sont motivés par le fait que nous ne sommes pas seulement un pays qui accuse un déficit énergétique, mais aussi l'un des pays les plus vulnérables face aux effets des changements climatiques. Les récents effets délétères des changements climatiques, qui sont fortement ressentis par mon pays depuis les récentes inondations sans précédent que nous avons connues, ont accru la vulnérabilité d'autres pays et populations dans le monde. Les inondations catastrophiques qui frappent actuellement le Pakistan ont montré qu'il était urgent d'agir au niveau mondial pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Un tiers de notre pays reste sous les eaux, et 33 millions de personnes sont sinistrées, les pertes et dommages s'élevant à un dixième du produit intérieur brut du pays. Ces problèmes mondiaux exigent des solutions mondiales et une coopération étroite et sans entrave. En fait, l'accès à l'énergie nucléaire est l'impératif du moment.

Au Pakistan, nous prenons des mesures pour limiter nos émissions de gaz à effet de serre. Le mix énergétique national du Pakistan est constamment réévalué. Grâce à la mise en service du sixième réacteur nucléaire en exploitation, la contribution réelle du nucléaire à notre mix énergétique est passée à environ 15 %. La centrale nucléaire K-3 de Karachi a porté cette année notre capacité de production d'énergie nucléaire à 3 530 mégawatts. Le Pakistan est l'un des principaux partenaires du programme de coopération technique de l'AIEA depuis plusieurs années. Un projet de développement de l'énergie nucléaire est en train d'être mis en œuvre, et trois projets supplémentaires dans les domaines de l'agriculture, de la santé humaine et de l'énergie nucléaire ont été élaborés dans la perspective du cycle de coopération technique 2022-2023.

Le rôle de l'AIEA en tant que coordonnateur mondial des activités de promotion des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire a gagné en importance compte tenu des différents défis à relever dans les domaines de l'environnement et de la prolifération. L'Agence peut contribuer grandement à répondre aux besoins et aux défis du XXI^e siècle en garantissant un accès équitable aux matières, à la technologie et au matériel nucléaires à des fins pacifiques.

Le Pakistan, qui considère la sûreté et la sécurité nucléaires comme une responsabilité nationale, a mis au point un régime global de sûreté et de sécurité nucléaires qui est régulièrement examiné et mis à jour sur la base des documents d'orientation de l'AIEA et des meilleures pratiques internationales. Ce régime est fondé sur un large cadre législatif et réglementaire qui régit la sécurité des matières nucléaires, des substances radioactives, des installations et des activités qui y sont associées. Il est soutenu par des institutions et des organisations solides dotées des autorités, des ressources et du personnel compétent nécessaires pour le mettre en œuvre. Nos instituts affiliés du Centre d'excellence pour la sécurité nucléaire ont été transformés en un pôle international de formation et de partage des meilleures pratiques dans le domaine de la sécurité nucléaire.

Les aspects liés à la sûreté et à la vérification restent des piliers importants du mandat de l'Agence. En ce qui concerne le renforcement du système de garanties, le Pakistan souligne qu'il importe d'adopter une approche équilibrée entre les aspects promotionnels et les préoccupations en matière de sûreté et de sécurité dans l'exercice de toutes les fonctions de l'Agence.

Nous sommes nous aussi d'avis que tous les États doivent honorer pleinement leurs obligations respectives en matière de garanties. Dans le même temps, les garanties de l'Agence ne doivent pas être utilisées pour servir des objectifs politiques partisans. Son régime de vérification ne restera crédible que s'il est appliqué de manière non discriminatoire, comme le stipule le Statut de l'AIEA.

Les événements récents ont montré que l'ancien consensus dégagé sur le désarmement et la non-prolifération a volé en éclats. Nous proposons de convoquer une session extraordinaire de l'Assemblée générale pour forger un nouveau consensus qui correspondrait aux réalités actuelles et émergentes et qui garantirait une sécurité égale à tous les États, petits et grands. Le nouveau consensus devra éliminer la discrimination et la politique de deux poids, deux mesures qui caractérisent

les accords de non-prolifération actuels. Il devra également se transformer en une base consensuelle pour la promotion d'utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire dans le respect des garanties internationales pertinentes, conformément aux obligations internationales des États et de manière non discriminatoire.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Union européenne, en qualité d'observatrice.

M. Skoog (Union européenne) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de m'exprimer au nom de l'Union européenne et de ses États membres. Le Monténégro, l'Ukraine et la République de Moldova, pays candidats ; la Bosnie-Herzégovine, pays du Processus de stabilisation et d'association et candidat potentiel ; l'Islande, le Liechtenstein et la Norvège, pays de l'Association européenne de libre-échange, membres de l'Espace économique européen ; ainsi que la Géorgie, Monaco et Saint-Marin s'associent à la présente déclaration.

Nous sommes heureux d'appuyer le projet de résolution A/77/L.9, portant sur le rapport (A/77/308 et A/77/308/Add.1) de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), qui réaffirme une fois de plus le rôle indispensable de l'Agence en ce qui concerne la non-prolifération nucléaire, l'utilisation de la technologie nucléaire à des fins pacifiques, le transfert de technologie aux pays en développement, ainsi que la sûreté, la sécurité et les garanties nucléaires.

L'Union européenne et ses États membres appuient vigoureusement les activités de l'Agence sur les plans politique et financier. Nous notons avec satisfaction le ferme appui interrégional exprimé au travail accompli par le Directeur général de l'AIEA et son personnel. Nous soulignons l'importance de respecter l'autorité et l'intégrité de l'AIEA, qui continue à s'acquitter de ses fonctions au service de la communauté internationale de manière professionnelle, objective et impartiale. Nous attendons de tous les États Membres qu'ils s'abstiennent de toute action susceptible de porter atteinte au mandat de l'AIEA ou à son Statut, qui repose sur la Charte des Nations Unies.

L'Union européenne condamne avec la plus grande fermeté la guerre d'agression menée par la Fédération de Russie contre l'Ukraine, laquelle constitue une violation flagrante du droit international, notamment de la Charte des Nations Unies, et menace gravement la sécurité et la stabilité européennes et mondiales. Les actions de la Russie continuent à faire

peser une menace considérable et directe sur les installations nucléaires ukrainiennes et empêchent l'AIEA de mener pleinement, en toute sécurité, et sans délai, ses activités de vérification des garanties en Ukraine. Nous sommes profondément préoccupés par le fait que chacun des sept piliers indispensables à la sûreté et à la sécurité nucléaires, décrits par le Directeur général de l'AIEA, a été compromis en raison de l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Fédération de Russie, le 24 février.

L'Union européenne reste gravement préoccupée par les attaques menées par les forces armées russes à l'intérieur et aux alentours des sites nucléaires ukrainiens ainsi que par la saisie illégale par la Fédération de Russie de la centrale nucléaire de Zaporijia. Conformément aux résolutions de l'Assemblée générale, nous ne reconnaissons pas et ne reconnâtrons jamais ni la tentative d'annexion illégale de régions ukrainiennes par la Russie, ni la saisie de la plus grande centrale nucléaire d'Europe, dont l'Ukraine reste le propriétaire légitime, ni les simulacres de référendums illégaux mis en scène par la Russie. Nous demandons à la Russie d'appliquer immédiatement les résolutions du Conseil des gouverneurs de l'AIEA afin que les autorités ukrainiennes compétentes reprennent le contrôle total de toutes les installations nucléaires situées à l'intérieur des frontières internationalement reconnues de l'Ukraine, y compris la centrale nucléaire de Zaporijia, et en assurent le fonctionnement en toute sécurité, et, pour que l'Agence puisse mener pleinement et en toute sécurité ses activités de vérification des garanties.

L'Union européenne appuie pleinement l'action menée par l'AIEA et son directeur général pour aider l'Ukraine à garantir la sûreté et la sécurité nucléaires et à assurer la mise en œuvre des garanties, conformément aux obligations de l'Ukraine en la matière. Nous nous félicitons de la présence continue de l'AIEA sur le site ainsi que de la poursuite des progrès rapides dans la mise en place d'une zone de protection de la sécurité autour de la centrale, comme l'a proposé le Directeur général de l'AIEA.

Nous soulignons une fois de plus qu'il n'existe qu'une seule solution durable : la Fédération de Russie doit mettre fin à sa guerre d'agression illégale contre l'Ukraine, retirer sans condition toutes ses forces armées et tout son matériel militaire de l'ensemble du territoire ukrainien, et respecter pleinement la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'Ukraine à l'intérieur de ses frontières internationalement

reconnues. Une fois encore, comme l'a indiqué l'Assemblée générale, l'Union européenne fera tout ce qui est en son pouvoir pour aider l'Ukraine et protéger l'ordre international fondé sur des règles, qui est essentiel à notre sécurité collective.

Il est profondément regrettable que la tant attendue Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2020 (TNP) n'ait pas été en mesure de parvenir à un accord sur un document final parce que la Fédération de Russie a brisé le consensus. L'Union européenne ne ménagera aucun effort pour promouvoir la mise en œuvre pleine et effective du TNP, ainsi que son universalisation, et se prépare activement au prochain cycle d'examen, en s'appuyant sur les discussions tenues à la dixième Conférence d'examen.

Le TNP reste la pierre angulaire du régime mondial de non-prolifération nucléaire, le fondement essentiel de la poursuite du désarmement nucléaire, conformément à son article VI, et un élément important du développement d'applications de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, conformément à son article IV. Les obligations juridiquement contraignantes inscrites dans le TNP et les engagements pris lors des précédentes Conférences d'examen restent valables. L'Union européenne réaffirme son plein appui à la création au Moyen-Orient d'une zone exempte d'armes nucléaires et de toutes autres armes de destruction massive et de leurs vecteurs, conformément à l'accord conclu à la Conférence d'examen du TNP de 1995. L'Union européenne exprime également son plein appui à la décision tendant à la mise sur pied d'un groupe de travail aux fins du renforcement du cycle d'examen du TNP.

Le système de garanties de l'AIEA est une composante fondamentale du régime de non-prolifération nucléaire et joue un rôle indispensable dans l'application du TNP. Nous insistons sur la responsabilité principale qui incombe au Conseil de sécurité en cas de non-respect du Traité. Les crises de prolifération représentent une menace pour la paix et la sécurité régionales et internationales. La communauté internationale doit rester vigilante et poursuivre ses efforts pour trouver des solutions pacifiques et diplomatiques.

L'Union européenne réaffirme son engagement résolu et son soutien constant en faveur de la mise en œuvre intégrale et effective du Plan d'action global commun (PAGC). Nous sommes vivement préoccupés par l'intensification du programme nucléaire iranien sans aucune justification civile plausible. La poursuite

par l'Iran d'actions qui sont incompatibles avec le Plan d'action global commun a des conséquences graves et, dans le cas d'activités de recherche-développement, irréversibles en matière de prolifération.

Nous prenons note avec satisfaction des informations actualisées fournies régulièrement par l'AIEA sur ses activités de vérification et de surveillance des engagements en matière nucléaire pris par l'Iran au titre du PAGC, conformément à la résolution 2231 (2015) du Conseil de sécurité. Nous demandons instamment à l'Iran de mettre fin à toutes ses activités incompatibles avec le PAGC et de reprendre sans délai la mise en œuvre intégrale du Plan d'action, notamment l'application de toutes les mesures de transparence. Nous soutenons les efforts diplomatiques intenses déployés par le Haut Représentant de l'Union européenne, en tant que coordinateur du Plan d'action global commun, avec tous les partenaires concernés, pour obtenir le retour des États-Unis au PAGC et la reprise de la mise en œuvre complète de tous les engagements pris par les États-Unis et l'Iran. L'Union européenne appelle l'Iran à profiter sans plus tarder de cette possibilité diplomatique afin que le PAGC puisse être pleinement rétabli. Nous tenons par ailleurs à souligner que les négociations relatives au PAGC sont à distinguer des obligations juridiquement contraignantes qui incombent à l'Iran en vertu du TNP, lesquelles sont essentielles au régime mondial de non-prolifération.

L'Union européenne se félicite des points réguliers faits par l'AIEA sur la mise en œuvre de l'Accord entre l'Iran et l'AIEA relatif à l'application de garanties dans le cadre du TNP et du Protocole additionnel. L'Union européenne rappelle que, dans la résolution qu'il a adoptée en juin, le Conseil des gouverneurs a demandé à l'Iran d'agir d'urgence pour s'acquitter de ses obligations juridiques, et elle exhorte l'Iran à coopérer pleinement avec l'AIEA, sans plus tarder et sans conditions, pour régler toutes les questions en suspens concernant les garanties, conformément aux obligations juridiquement contraignantes qui lui incombent en vertu de l'accord de garanties généralisées conclu dans le cadre du TNP.

L'Union européenne condamne les activités nucléaires et celles liées aux missiles balistiques de la République populaire démocratique de Corée, qui sont très préoccupantes. Il est très regrettable que la République populaire démocratique de Corée n'ait pris aucune mesure concrète et vérifiée de dénucléarisation de la péninsule coréenne. Nous exhortons la République

populaire démocratique de Corée à respecter les obligations qui lui incombent en vertu des multiples résolutions du Conseil de sécurité, de s'abstenir de procéder à des essais nucléaires et à des tirs de missiles balistiques, et d'engager un dialogue constructif avec toutes les parties concernées afin de jeter les bases d'une paix et d'une sécurité durables. Nous demandons instamment à la République populaire démocratique de Corée de revenir à la table des négociations et de prendre des mesures immédiates et concrètes en vue d'abandonner ses armes nucléaires, ses missiles balistiques et ses programmes connexes de manière complète, vérifiable et irréversible. Nous demandons instamment à la République populaire démocratique de Corée de reprendre les négociations et de prendre immédiatement des mesures concrètes pour renoncer à toutes ses armes nucléaires, ainsi que ses missiles balistiques et les programmes y relatifs de manière complète, vérifiable et irréversible. Nous exhortons également la République populaire démocratique de Corée à reprendre les pourparlers en vue de parvenir à un accord politique qui servira de base à de nouvelles mesures, qui ouvriront la voie au retour de l'Agence en République populaire démocratique de Corée.

L'Union européenne demande instamment à la République arabe syrienne de coopérer promptement et pleinement avec l'Agence pour régler toutes les questions en suspens, notamment en concluant et en appliquant un protocole additionnel sans plus attendre.

L'Union européenne appuie le renforcement du système de garanties de l'AIEA et reste d'avis que les accords de garanties généralisées, ainsi que le protocole additionnel, constituent la norme de vérification en vigueur dans le cadre du TNP. Nous appelons à leur universalisation dans les meilleurs délais. L'Union européenne exhorte également tous les États qui ne l'ont pas encore fait à amender leurs protocoles relatifs aux petites quantités de matières et les États qui sont déjà en train de construire une centrale nucléaire ou un réacteur de recherche à appliquer intégralement l'accord de garanties généralisées.

L'Union européenne et ses États membres attachent la plus haute importance à la sûreté nucléaire et à son amélioration continue. Au cours des dernières décennies, nous avons créé et développé un cadre perfectionné et juridiquement contraignant dans le domaine de la sécurité nucléaire, qui est applicable dans tous les États membres de l'Union européenne. Nous fournissons également des ressources financières et humaines

pour contribuer à améliorer la sûreté nucléaire dans les pays qui ne sont pas membres de l'Union européenne, notamment par l'intermédiaire de l'Instrument européen de coopération en matière de sûreté nucléaire, doté d'un budget de 300 millions d'euros.

En outre, l'Union européenne insiste sur la nécessité de continuer à renforcer la sécurité nucléaire dans le monde afin de prévenir le terrorisme nucléaire et de faciliter le développement des utilisations pacifiques de la technologie nucléaire. Nous encourageons tous les États membres à promouvoir une solide culture de sûreté et de sécurité nucléaires et à continuer d'appliquer les normes les plus strictes possibles en matière de sûreté nucléaire et de radioprotection. Nous reconnaissons le rôle central que joue l'AIEA pour faciliter la coopération internationale et fournir une assistance technique aux États membres.

Nous réaffirmons notre ferme engagement politique en faveur des conventions internationales en matière de sûreté et de sécurité nucléaires, nous appuyons leur mise en œuvre et nous appelons tous les États à y adhérer. Nous soulignons la nécessité d'envisager d'adopter de nouvelles règles internationales juridiquement contraignantes interdisant spécifiquement les attaques armées contre toute installation nucléaire destinée à des utilisations pacifiques.

Enfin, l'Union européenne et ses États membres réaffirment leur attachement de longue date et leur appui résolu au programme de coopération technique de l'AIEA et appuient les travaux de l'Agence relatifs aux utilisations pacifiques de la technologie nucléaire en vue de réaliser les objectifs de développement durable et d'honorer les engagements pris au titre de l'Accord de Paris sur les changements climatiques, y compris dans le contexte de la vingt-septième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Nous sommes conscients que les États membres suivent des approches différentes pour assurer la sécurité énergétique à un coût abordable. Tous les pays ont le droit souverain de décider d'inclure ou non l'énergie nucléaire dans leur bouquet énergétique afin d'atteindre collectivement la cible climatique à l'horizon 2030 et de concrétiser les engagements énoncés dans l'Accord de Paris. L'Union européenne salue le rôle que jouent les technologies nucléaires dans le cadre des efforts mondiaux visant à limiter les changements climatiques et à en atténuer les effets néfastes. Elle accueille également avec satisfaction les nouvelles initiatives de l'AIEA, notamment les initiatives Rayons

d'espoir, Technologie nucléaire au service de la lutte contre la pollution par le plastique et le projet d'action intégrée contre les zoonoses.

La promotion de l'égalité des genres est une priorité transversale importante pour l'Union européenne. Nous nous félicitons des engagements pris par le Directeur général de l'AIEA à cet égard et nous encourageons l'AIEA à continuer d'intégrer la dimension de genre dans ses programmes et projets. L'Union européenne est fière d'être le premier donateur au programme de bourses Marie Skłodowska-Curie de l'AIEA, qui contribue à augmenter le nombre de femmes dans le domaine nucléaire.

M. Jalil Irvani (République islamique d'Iran) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord remercier le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) de son rapport (A/77/308 et A/77/308/Add.1).

L'énergie nucléaire est une priorité essentielle pour tous les États, en particulier les pays en développement, car elle leur permet de répondre à leurs besoins énergétiques tout en maintenant leur empreinte carbone à un faible niveau. Il convient de souligner l'importance capitale du transfert de connaissances et de technologies nucléaires aux pays en développement intéressés, comme le prévoient le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) et le Statut de l'AIEA. Selon le Statut de l'AIEA, l'Agence a pour mission d'aider les États membres dans les domaines de la recherche, du développement et de l'utilisation pratique de l'énergie atomique à des fins pacifiques.

Les activités de vérification liées aux garanties doivent être menées en complément de la responsabilité première de l'Agence, qui est de promouvoir l'application de la science et de la technologie nucléaires. Les garanties nécessaires dans ce contexte doivent être élaborées et mises en œuvre dans le respect des droits inaliénables des États parties au TNP, sans entraver leur développement économique ou technologique. Ces droits inaliénables doivent être protégés et la souveraineté nationale des États parties au TNP doit être respectée lorsque des mesures sont prises pour renforcer l'application des garanties. Par conséquent, il n'est jamais acceptable d'exploiter des préoccupations fallacieuses concernant la prolifération nucléaire pour justifier la restriction de ces droits reconnus par la loi. Il est très préoccupant de constater qu'en dépit des besoins importants des pays en développement en matière de renforcement des capacités et de transfert

de la technologie nucléaire afin d'améliorer leur utilisation de l'énergie nucléaire au service du développement durable, certains États s'y opposent systématiquement, en violation du Statut de l'AIEA et des dispositions du TNP. En outre, les mesures coercitives unilatérales illégales et les politiques de deux poids, deux mesures imposées par certains États ont malheureusement des conséquences néfastes sur les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire et entravent la coopération technique entre les États membres et l'AIEA.

M. Aidid (Malaisie), Vice-Président, assume la présidence.

Le retrait des États-Unis du Plan d'action global commun (PAGC) en 2018 et la réimposition de sanctions, ainsi que le refus de l'actuel Gouvernement des États-Unis de réintégrer cet accord, portent gravement atteinte aux efforts internationaux en faveur de la non-prolifération nucléaire. Toutefois, l'Iran a maintenu son engagement envers l'accord de garanties généralisées et sa coopération avec l'AIEA. L'Iran est prêt à honorer pleinement ses engagements au titre du PAGC, en attendant que les autres participants au Plan s'y conforment.

L'Agence et la République islamique d'Iran collaborent étroitement dans de nombreux domaines. L'Iran a le meilleur bilan pour ce qui est d'accueillir les inspecteurs de l'AIEA. Il n'y a aucune préoccupation en matière de garanties liée aux opérations nucléaires en cours en Iran, comme l'Agence l'a vérifié et confirmé à plusieurs reprises, et il n'y a aucune preuve de détournement de matières ou d'activités nucléaires déclarées en Iran. Le mois dernier, une délégation technique iranienne s'est entretenue avec l'équipe du secrétariat de l'AIEA à Vienne, pour répondre aux questions soulevées par l'AIEA. Toutefois, l'impartialité, l'indépendance et le professionnalisme de l'Agence ne doivent jamais être compromis dans le cadre des activités liées aux obligations en matière de garanties ou influencés par certaines parties, et ce, afin que tous les États puissent exercer leurs droits tels que consacrés par le Statut de l'AIEA.

Enfin et surtout, le régime sioniste a lâchement assassiné nos scientifiques nucléaires et saboté les installations nucléaires pacifiques de l'Iran. Ces actes odieux de terrorisme doivent être catégoriquement condamnés par la communauté mondiale et les organisations internationales compétentes. Le régime israélien n'est toujours pas signataire du TNP. Il refuse de signer le TNP et de se soumettre aux garanties généralisées de l'AIEA. L'Agence doit adopter une approche impartiale et professionnelle en ce qui concerne ce régime.

M. Kim (République populaire démocratique de Corée) (*parle en anglais*) : La délégation de la République populaire démocratique de Corée dénonce et rejette catégoriquement l'inclusion des résolutions de la Conférence générale de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) dans le projet de résolution A/77/L.9, sur le rapport de l'AIEA (A/77/308 et A/77/308/Add.1), présenté à l'Assemblée générale dans le cadre du complot orchestré contre la République populaire démocratique de Corée par les États-Unis et leurs partisans.

La résolution incrimine injustement la République populaire démocratique de Corée. Les conditions de sécurité actuelles dans la péninsule coréenne doivent encore se libérer du cercle vicieux de l'aggravation des tensions, mais elles se rapprochent chaque jour un peu plus de la ligne de danger, en raison de l'hostilité croissante des États-Unis et des forces qui les appuient à l'égard de la République populaire démocratique de Corée. Il est tout à fait logique que nous continuions à renforcer nos capacités de dissuasion proportionnellement à l'hostilité et aux menaces militaires croissantes des États-Unis contre la République populaire démocratique de Corée.

Cela étant, l'AIEA présente chaque année à l'Assemblée générale des rapports qui comportent des questions unilatérales litigieuses mettant en cause la République populaire démocratique de Corée. La seule interprétation possible est que cela s'inscrit dans le sinistre plan de propagande déployé par les forces hostiles à la République populaire démocratique de Corée dans le but de discréditer le pays en le faisant passer pour une menace contre la paix et la sécurité internationales et pour le principal responsable de l'aggravation des tensions dans la péninsule coréenne et sur la scène internationale.

Cette situation est le reflet d'actes partiels et inappropriés, qui contreviennent gravement à la mission et à l'objectif premiers de l'organisation internationale, dont les fondements sont l'impartialité et l'objectivité. À ce titre, elle montre simplement que l'AIEA prend aveuglément parti pour l'Occident. C'est l'AIEA qui est la vraie responsable de la décision prise par la République populaire démocratique de Corée de se retirer du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et de l'AIEA, en éveillant délibérément des soupçons sur des installations nucléaires pourtant utilisées à des fins pacifiques, et ce, à l'instigation de certaines forces au début des années 90. Dans ces circonstances, l'AIEA

se joue de la communauté internationale et la couvre de ridicule en exigeant notre coopération immédiate tout en discutant de notre respect du Traité sur la non-prolifération et de l'accord de garanties.

Nous saisissons cette occasion pour conseiller à l'AIEA de se consacrer aux questions en suspens urgentes, telles que les tentatives de prolifération nucléaire entreprises par d'autres, au lieu de perdre son temps à s'ingérer dans les affaires intérieures de la République populaire démocratique de Corée, qui n'est pas un État membre de l'Agence. Tant que l'AIEA suivra la politique hostile des États-Unis à l'égard de la République populaire démocratique de Corée et appliquera systématiquement le même deux poids, deux mesures, nous ne traiterons pas avec elle.

M. Zlenko (Ukraine) (*parle en anglais*) : L'Ukraine se félicite du rapport annuel (A/77/308 et A/77/308/Add.1) de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) pour l'année 2021. Ce rapport a été élaboré en temps voulu et de manière exhaustive. Il s'agit du septième rapport annuel consécutif préparé par le Secrétariat depuis le début de l'agression russe contre l'Ukraine en 2014. Nous nous félicitons du fait que ce rapport annuel continue, comme tous les précédents, de respecter pleinement les normes du droit international, le Statut de l'AIEA et les accords de garanties respectifs.

Le cadre juridique de la mise en œuvre des garanties de l'AIEA en Ukraine n'a pas changé et ne changera jamais. Chaque rapport de ce type est un rappel concret qui montre à la Russie, un État agresseur, que l'AIEA, comme toutes les autres organisations multilatérales, en particulier les organes normatifs internationaux, fonctionne selon des règles indispensables à la sécurité, aux intérêts, aux valeurs et à la prospérité de leurs États membres respectifs. Tant que la Russie se livrera, avec la complicité du Bélarus, à un assaut militaire brutal contre l'Ukraine, elle continuera de faire l'objet d'une condamnation générale et d'être isolée au sein des organismes internationaux. L'AIEA ne fera pas exception, car l'agression russe contre l'Ukraine a également des conséquences sur son travail.

Nous félicitons le secrétariat qui a su poursuivre efficacement toutes les activités relatives aux programmes, en particulier celles liées à la mise en œuvre des garanties, malgré les difficultés et les complications rencontrées en 2021. L'Ukraine relève que l'AIEA a en outre réussi à lancer plusieurs initiatives visant à aider les États membres à renforcer leurs

capacités en matière d'utilisation pacifique de la science et de la technologie nucléaires.

L'Ukraine soutient sans réserve les efforts concrets déployés par l'AIEA pour renforcer les capacités de la Base de données sur les incidents et les cas de trafic. L'importance de ce mécanisme de mise en commun des informations s'est considérablement accrue en raison des actes malveillants sans précédent perpétrés par l'armée russe et les représentants de Rosatom, qui continuent d'occuper la centrale nucléaire de Zaporijia et d'autres installations nucléaires situées sur le territoire occupé de l'Ukraine.

Les actions menées par la Russie contre la centrale nucléaire de Zaporijia et sur le site de celle-ci sont en contradiction avec les normes auxquelles la Russie adhère officiellement, qui interdisent spécifiquement toute action, y compris militaire, susceptible d'entraîner la libération de facteurs destructeurs et de causer des pertes graves dans la population civile. Le récent décret du Président russe Poutine sur le transfert illégal de la centrale nucléaire de Zaporijia aux mains de la Fédération de Russie et la création d'une entreprise publique chargée de gérer la centrale constituent une violation flagrante du droit international et contreviennent à l'accord de garanties généralisées entre l'Ukraine et l'AIEA.

Pendant des générations, la Russie restera dans les mémoires comme le seul pays à avoir saisi et occupé des installations nucléaires pacifiques. Le mépris de la Russie pour les accords mondiaux dans le domaine nucléaire ne date pas d'hier. En 2014, la Russie a occupé la Crimée, une partie du territoire souverain de l'Ukraine, et saisi les installations et le matériel nucléaires qui s'y trouvaient. Ces graves violations n'ont pas fait l'objet d'une attention juridique adaptée au regard de leurs ramifications nucléaires. Jusqu'alors, jamais la compréhension internationale des risques nucléaires n'avait impliqué des menaces émanant d'acteurs étatiques. Jamais les risques nucléaires n'avaient émané d'un État doté d'armes nucléaires. Désormais, les États qui envisagent ou se lancent dans des projets d'énergie nucléaire doivent ne ménager aucun effort pour améliorer ou renforcer les régimes nationaux de protection physique de leurs infrastructures nucléaires, à la lumière de la situation que connaît l'Ukraine.

L'invasion de l'Ukraine par la Russie a des répercussions considérables qui vont bien au-delà d'une violation du droit international et d'une atteinte à l'intégrité territoriale de l'Ukraine. Le mépris de la Russie

à l'égard des obligations nucléaires internationales qui lui incombent constitue une violation encore plus grave, à savoir la violation du régime de non-prolifération établi par le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Si les agissements de la Russie menacent avant tout l'Ukraine et l'Europe centrale, de la mer Baltique à la mer Noire, l'utilisation d'une centrale nucléaire à des fins militaires pour en tirer un avantage sur le champ de bataille constitue une première dans le domaine de la guerre et un précédent qui affaiblit les principes qui sous-tendent le régime de sécurité nucléaire dans le monde.

Les agissements de Moscou contre la centrale nucléaire de Zaporijia et sur le site de celle-ci marquent l'avènement d'une nouvelle dimension dans la guerre, celle de l'utilisation d'une installation nucléaire pacifique comme arme radiologique potentielle pour terroriser le monde et lui arracher des concessions militaires et politiques. À cet égard, la Russie a récemment accusé l'Ukraine de mettre au point une prétendue arme radiologique, ce qui n'est qu'un énième mensonge inventé par la Russie.

Les visites des inspecteurs des garanties de l'AIEA dans trois sites ukrainiens n'ont révélé aucune preuve d'activités et de matières nucléaires non déclarées. Il est important de prendre les menaces de Moscou au sérieux. La Russie doit être amenée à répondre de son mépris total des normes du droit international, et en particulier de sa violation de la Charte des Nations Unies et du Statut de l'AIEA.

La capacité de la Russie à exercer ses droits et privilèges au sein de l'AIEA doit lui être retirée. À cet égard, le paragraphe B de l'article XIX du Statut de l'AIEA dispose ce qui suit :

« Si un membre de l'Agence enfreint de manière persistante les dispositions du présent statut ou de tout accord conclu par lui en conformité du présent statut, il peut être privé de l'exercice de ses privilèges et droits de membre par une décision de la Conférence générale prise à la majorité des deux tiers des membres présents et votants, sur la recommandation du Conseil des gouverneurs. »

L'Ukraine encourage tous les États à prendre les mesures appropriées au niveau national en imposant des sanctions aux acteurs de l'État russe concernés, notamment les autorités officielles, telles que Rosatom, et les

personnes impliquées dans des actes illégaux commis dans et contre les installations nucléaires ukrainiennes.

M^{me} Joyini (Afrique du Sud) (*parle en anglais*) :

Nous nous félicitons du débat de ce jour sur le rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), et je tiens à adresser les remerciements sincères de ma délégation au Directeur général de l'AIEA, M. Rafael Mariano Grossi, pour sa présentation du rapport de 2021 de l'AIEA (A/77/308 et A/77/308/Add.1).

Bien que le rapport couvre la période où le monde sortait de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), les informations actualisées sur les activités de l'Agence sont particulièrement importantes après l'échec de la dixième Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), deuxième Conférence d'examen consécutive à ne pas parvenir à adopter un document final négocié. Même si elle n'a pas produit de document négocié, la dixième Conférence d'examen du TNP a tout de même soulevé un certain nombre de questions qui intéressent le travail de l'AIEA, parmi lesquelles figurent notamment l'importance de la mise en œuvre des garanties et l'incidence des conflits en la matière, ainsi que le droit inaliénable et inconditionnel aux utilisations pacifiques de la technologie nucléaire. L'Afrique du Sud espère que l'AIEA prendra d'autres mesures positives afin de rehausser la contribution de la technologie nucléaire au développement. À cet égard, nous tenons à faire trois observations générales sur le travail de l'AIEA, qui concernent respectivement le développement, la santé mondiale, et son action en faveur de l'égalité des genres.

L'Afrique du Sud réaffirme son appui résolu au travail de l'AIEA dans le domaine des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, qui contribue au développement par l'intermédiaire de la science et de la technologie et dans le cadre de son programme de coopération technique. Ce dernier donne en particulier de bons résultats sur le continent africain. L'énergie nucléaire y est un domaine de croissance essentiel, et nous notons le concours apporté par l'Agence à plusieurs pays africains qui ont décidé de s'embarquer sur la voie de l'énergie nucléaire.

L'Afrique du Sud continue elle aussi de bénéficier de l'appui fourni par l'AIEA et entend bien renforcer sa participation à l'Agence et les programmes menés en lien avec elle. Nous sommes fiers que notre laboratoire iThemba pour les sciences fondées sur les accélérateurs, principale installation de recherche d'Afrique pour les

sciences fondées sur les accélérateurs et site du plus grand accélérateur de l'hémisphère Sud, soit un centre collaborateur de l'AIEA.

L'Afrique du Sud a également été fière d'accueillir quatre chercheurs africains en radiopharmacie, qui achevaient leur master en radiopharmacie dans notre pays avec le soutien du programme de coopération technique. Nous nous félicitons en outre de la création de l'Association africaine de radiopharmacie et de l'élaboration des modules de formation en ligne à l'usage d'un programme universitaire de troisième cycle en radiopharmacie.

Les applications nucléaires énergétiques, et en particulier l'énergie nucléaire, sont un élément clef du plan de production d'électricité de l'Afrique du Sud qui porte sur 20 ans. Nous nous félicitons par conséquent que l'AIEA prête assistance aux États membres dans l'application des normes de sûreté internationales afin de renforcer la sûreté des centrales nucléaires. En outre, l'Afrique du Sud reste engagée à poursuivre l'exploitation sûre de la seule centrale nucléaire commerciale d'Afrique, Koeberg. À cet égard, nous savons gré à l'Agence de son concours dans le cadre de la mission sur les questions de sûreté concernant l'exploitation à long terme qu'elle a effectuée en Afrique du Sud en 2022.

S'agissant de la période à l'examen et de l'heure actuelle, il importe de souligner le rôle fondamental que l'AIEA a joué tout au long de la pandémie et celui qu'elle joue toujours dans la promotion des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire pour la santé et le développement dans le monde. Des projets tels que le Réseau de laboratoires diagnostiques vétérinaires, par exemple, continuent d'illustrer l'intérêt des techniques nucléaires et dérivées dans le traitement des problèmes socioéconomiques et de santé publique. De même, des initiatives comme le projet d'action intégrée contre les zoonoses, lancé en 2020, puisent dans l'expérience de l'Agence afin d'aider les États membres à utiliser des techniques nucléaires et dérivées pour améliorer la préparation mondiale aux zoonoses comme la COVID-19. Nous avons également apprécié à sa juste valeur le rôle joué par l'Agence en 2021, quand il s'est agi d'expédier du matériel dans des pays et territoires du monde entier afin qu'ils puissent utiliser une technique dérivée du nucléaire afin de détecter rapidement le coronavirus à l'origine de la COVID-19.

La promotion de l'égalité des genres demeure une priorité pour l'Afrique du Sud, et nous nous félicitons des progrès notables qui ont été accomplis en matière de

représentation des femmes aux postes de rang supérieur à l'AIEA. Toutefois, nous sommes conscients qu'il reste du chemin à parcourir, et nous jugeons donc encourageant que le Directeur général ait fait de la parité des sexes à l'Agence une priorité. L'Afrique du Sud estime d'ailleurs que le programme de bourses Marie Skłodowska-Curie montre la détermination de l'AIEA à soutenir des jeunes femmes de toutes les régions dans le domaine nucléaire, contribuant ainsi à former un corps de spécialistes inclusif et diversifié en termes d'origine géographique.

Il nous plaît d'indiquer qu'en collaboration avec le Bureau de liaison de l'AIEA auprès de l'ONU à New York, l'Afrique du Sud a organisé des manifestations parallèles, conjointement avec le Zimbabwe et la Namibie, en marge de la soixante-sixième session de la Commission de la condition de la femme et durant le forum politique de haut niveau sur le développement durable, en 2022, sur l'appui apporté par l'Agence aux initiatives de développement durable et par l'intermédiaire du programme de bourses. Ces manifestations parallèles ont mis en valeur l'action menée par l'AIEA en faveur du continent autour du lien entre autonomisation des femmes, utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire et développement.

En conclusion, nous devons reconnaître le travail de l'AIEA, non seulement pour ce qui a trait à l'exécution de son mandat consistant à renforcer la vérification et la non-prolifération nucléaires, mais aussi en termes d'aide fournie sur les questions de santé mondiale, de développement et de genre, conformément aux objectifs de développement durable et à l'Agenda 2063 de l'Union africaine. Nous remercions donc l'AIEA du rôle qu'elle joue à cet égard et comptons sur elle pour maintenir sa contribution précieuse à la promotion des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, au développement et à l'égalité des genres.

M. Asokan (Inde) (*parle en anglais*) : Tout d'abord, je souhaite la bienvenue à Saint-Kitts-et-Nevis et aux Tonga en leur nouvelle qualité d'États membres de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

Nous remercions le représentant de la Tchéquie d'avoir présenté le projet de résolution A/77/L.9, intitulé « Rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique », dont nous nous sommes portés coauteurs. L'Inde appuie l'adoption à l'unanimité, par l'Assemblée générale, du rapport annuel de l'AIEA (A/77/308 et A/77/308/Add.1), qui demeure un document essentiel pour que les États Membres et autres parties prenantes

comprennent le travail important de l'Agence. Elle attache de l'importance au rôle crucial que l'AIEA joue en aidant les pays à renforcer leurs moyens humains et leurs capacités institutionnelles, y compris dans le domaine de la réglementation, pour garantir la sûreté, la sécurité et le caractère pacifique des applications de la science et de la technologie nucléaires.

Le rôle de la science et de la technologie nucléaires est de contribuer à reconstruire en mieux après la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), tout en œuvrant à la pleine mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030, et de participer à la réalisation des objectifs liés au climat dans le contexte de l'Accord de Paris sur les changements climatiques. Les activités de l'AIEA dans ces domaines sont importantes pour répondre aux besoins énergétiques des États membres, améliorer la santé humaine et animale, développer l'agriculture, gérer l'utilisation des ressources en eau et optimiser les processus industriels, aidant ainsi à rehausser la qualité de vie et le bien-être des peuples du monde.

L'Inde se félicite des initiatives phares de l'Agence, qui touchent à différents domaines de la science et de la technologie nucléaires, comme l'initiative Rayons d'espoir, pour la lutte contre le cancer, le projet d'action intégrée contre les zoonoses, pour le renforcement des capacités de réaction aux flambées de zoonoses, et le programme Technologie nucléaire au service de la lutte contre la pollution par le plastique, pour remédier à la pollution marine par le plastique. Nous apprécions également à sa juste valeur le soutien apporté par l'AIEA aux États membres face aux catastrophes naturelles, aux épidémies et aux situations d'urgence.

L'Inde enregistre d'importants succès dans les domaines de l'énergie atomique et des applications de recherche liées au nucléaire. Les réacteurs nucléaires indiens battent des records en termes de durée d'exploitation continue sans incident de sûreté. Les unités de la Nuclear Power Corporation of India ont fonctionné 39 fois en continu pendant une durée de plus d'un an et à quatre reprises pendant plus de deux ans. Le Bhabha Atomic Research Centre fait toujours figure de pionnier dans la promotion des applications de la science et de la technologie nucléaires non liées à la production d'énergie afin d'améliorer la qualité de vie des citoyens de notre pays et de contribuer au développement social et économique de la nation. Le Heavy Water Board, l'office indien de l'eau lourde, est le premier producteur

mondial d'eau lourde, y compris pour des applications non nucléaires.

L'Inde a également démontré avec succès la fermeture du cycle du combustible au carbure de la technologie des réacteurs surrégénérateurs à neutrons rapides. Le Tata Memorial Centre a lancé en Inde le traitement par lymphocytes T à récepteur antigénique chimérique, qui a permis de réduire le coût du traitement contre le cancer de 500 000 dollars à seulement 30 000 dollars.

Comme les années précédentes, les échanges entre l'Inde et l'AIEA ont cette année encore été nombreux. Il m'est agréable d'annoncer que l'Inde a accueilli la mission de suivi du Service intégré d'examen de la réglementation de l'Agence du 9 au 20 juin. L'Inde a également contribué au Programme de coopération technique de l'Agence en détachant des experts et en offrant aux experts d'autres États Membres des stages de formation dans ses institutions réputées. Nous avons également appuyé les activités de recherche-développement de l'AIEA en participant à des réunions techniques et à des projets de recherche coordonnée et en les organisant. Nous continuerons d'apporter notre soutien aux programmes de l'Agence.

Je termine en saluant le rôle dynamique joué par l'AIEA pour guider les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire et assurer la sûreté et la sécurité nucléaires. Nous comptons sur l'Agence pour continuer d'aider les États membres à créer un climat propice à la croissance de la science et de la technologie nucléaires.

M^{me} Squeff (Argentine) (*parle en espagnol*) : L'Argentine est un pays qui a plus de 70 ans d'expérience du nucléaire et qui a développé au cours de cette période d'importantes capacités scientifiques, technologiques et industrielles. En plus d'être l'un des 32 pays qui comptent l'énergie nucléaire dans leur mix énergétique, l'Argentine est l'un des rares pays qui maîtrisent le cycle complet du combustible nucléaire, tout en maintenant un engagement ferme en faveur de ses utilisations pacifiques. En conséquence, nous nous sommes forgé un profil unique en son genre de pays en développement exportateur responsable de réacteurs de recherche et de production d'isotopes radioactifs vers des pays de tous les continents, ainsi que d'autres composants et services nucléaires.

Le rôle joué par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) dans la promotion de l'énergie nucléaire est très apprécié par l'Argentine. Depuis

sa création, l'Agence est une source inestimable de coopération technique dans le domaine des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, dans le développement d'applications nucléaires pour divers secteurs, et dans la création et la définition de normes et de mesures pour une exploitation sûre et fiable de l'énergie nucléaire, en plus d'être garante du système mondial de garanties nucléaires. Nous soulignons le travail accompli par son directeur général, M. Rafael Grossi, dans tous ces domaines, ainsi que sa participation active au traitement des questions sensibles qui préoccupent la communauté internationale.

Dans un contexte d'augmentation de la demande d'énergie, mais aussi de mesures permettant de faire face aux changements climatiques, l'énergie nucléaire se positionne comme un élément fondamental de la solution à ces défis. L'Argentine contribue à ce changement grâce à trois centrales électriques, toutes soumises aux garanties de l'AIEA, qui produisent plus de 7 % de la production nationale d'électricité, ce qui a permis d'éviter le rejet de 4,7 millions de tonnes de dioxyde de carbone dans l'environnement en 2021. De même, le projet d'une quatrième centrale et d'un petit réacteur modulaire, actuellement en construction, est en cours de développement dans notre pays et reflète la volonté de l'Argentine d'accorder un rôle plus important au nucléaire dans son mix énergétique.

L'Argentine réaffirme l'importance que les activités de mise en œuvre des garanties soient efficaces et soutenues par une base technique solide, garantissant ainsi leur caractère non discriminatoire. Mon pays souhaite également souligner que le régime des garanties et ses assurances doivent s'appliquer dans un climat de coopération et de dialogue. À cet égard, il est dans notre plus grand intérêt de souligner l'importance de l'accord quadripartite que l'Argentine a conclu avec la République fédérative du Brésil, l'Agence argentine-brésilienne de comptabilité et de contrôle des matières nucléaires et l'AIEA. L'Argentine met une fois de plus l'accent sur la pertinence de l'Agence argentine-brésilienne et du système bilatéral d'inspections tant dans l'application des garanties que dans le renforcement de la confiance.

L'engagement de l'Argentine à respecter les normes de sûreté nucléaire les plus strictes reste l'un des piliers de notre politique nucléaire. L'Argentine s'est engagée à poursuivre le développement de son parc de production d'énergie nucléaire, en respectant les normes de sécurité les plus strictes et les paramètres

de la Déclaration de Vienne sur la sûreté nucléaire. À cet égard, il convient de signaler qu'entre le 22 août et le 2 septembre, notre pays a reçu, à sa demande, une mission internationale chargée d'examiner la sécurité nucléaire et radiologique, avec la présence d'experts de 19 pays. Le rapport rédigé à l'issue du processus indique que l'Argentine dispose d'un système réglementaire étendu et solide en matière de sécurité nucléaire et radiologique.

Enfin, nous souhaitons exprimer notre appui aux sept piliers de la sûreté nucléaire proposés par l'AIEA en cas de conflit. En particulier, nous appuyons les efforts déployés par l'Agence en Ukraine par le biais de la Mission d'appui et d'assistance à la centrale nucléaire de Zaporijia, ainsi que pour établir une zone de sécurité et de protection nucléaire autour de la centrale.

M. Gertze (Namibie) (*parle en anglais*) : Je remercie le Président de l'Assemblée générale d'avoir organisé cet important débat pour examiner le rapport annuel de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

Je tiens à exprimer les sincères remerciements de ma délégation au Directeur général, M. Rafael Grossi, pour le rapport 2021 de l'AIEA (A/77/308 et A/77/308/Add.1) et pour la mise à jour éclairante sur les activités les plus récentes de l'Agence.

La Namibie reconnaît le droit inaliénable de tous les États de développer la recherche, la production et l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques. C'est pourquoi la Namibie accorde une grande importance à tous ses programmes de coopération technique avec l'Agence. Les partenariats sont extrêmement importants pour la Namibie et, à cette fin, nous saluons l'approche réactive des États membres de l'AIEA dans la mise en œuvre de nos priorités nationales de développement respectives, tout en se concentrant simultanément sur les objectifs de développement durable.

Dans le cadre de l'actuel Programme de coopération technique, nous sommes heureux d'annoncer une coopération fructueuse avec l'Agence dans des secteurs clefs, tels que la santé humaine, l'agriculture et la sécurité alimentaire, la gestion des ressources en eau et la protection de l'environnement. La Namibie, comme de nombreux pays, subit les effets néfastes des changements climatiques. Parmi les études de cas présentées dans le rapport figure l'histoire du partenariat entre l'Agence et les Gouvernements namibien et allemand, qui utilise les isotopes pour évaluer les ressources en

eau souterraine afin de maintenir un approvisionnement en eau fiable, notamment dans les aquifères. Ce sont là plusieurs autres domaines de collaboration essentiels pour la Namibie. Cependant, nous sommes limités par des difficultés financières et techniques. C'est pourquoi nous souhaitons que le financement alloué au programme de coopération technique soit augmenté.

L'égalité des genres est un principe important de notre démocratie et joue un rôle catalyseur important pour faciliter la participation des femmes à toutes les sphères du développement. Dans le cadre des travaux menés par l'Agence, la Namibie a particulièrement bénéficié du programme de bourses Marie Skłodowska-Curie, notamment en ce qui concerne sa contribution au renforcement des compétences des femmes dans les domaines liés à la science nucléaire et aux objectifs plus larges de renforcement du rôle des femmes dans le désarmement et dans le cadre du programme pour les femmes et la paix et la sécurité.

Ma délégation constate avec satisfaction que le rapport souligne l'intérêt constant et croissant pour le projet d'action intégrée contre les zoonoses de l'Agence depuis son lancement en 2020. Le fait que les États Membres ont déjà désigné 150 coordonnateurs nationaux en dit long sur les avantages que ceux-ci espèrent tirer de ce projet.

La Namibie souhaite faire part de ses progrès en matière de renforcement de son dispositif de sûreté et de sécurité nucléaire et radiologique. Grâce aux outils innovants mis au point par l'Agence, tels que le Système de gestion des informations sur la sûreté radiologique et le Système d'information pour les autorités de réglementation, nous estimons être mieux outillés pour nous acquitter de nos obligations en matière de réglementation. Dans cet esprit, la Namibie renouvelle son appel à la mise en œuvre intégrale et universelle de tous les instruments internationaux qui visent à promouvoir le désarmement et la non-prolifération nucléaires. Nous encourageons tous les États, et plus particulièrement les États dotés d'armes nucléaires, à s'engager à faire en sorte que ces armes ne soient plus jamais utilisées. L'AIEA joue un rôle essentiel dans le suivi des efforts de désarmement, et il ne doit y avoir aucune exception quant à la transparence en matière de communication de l'information, car sans transparence, il ne peut y avoir de véritable reddition de comptes.

Pour conclure, la Namibie se félicite du travail exceptionnel réalisé sous la houlette de l'AIEA, et je souhaite exprimer tout particulièrement nos

remerciements et notre appui à l'Agence pour le travail qu'elle accomplit en vue de s'acquitter de son mandat, en particulier dans le domaine des utilisations pacifiques de la science, de la technologie et des applications nucléaires, par l'intermédiaire du programme de coopération technique. Nous nous réjouissons à la perspective de poursuivre notre collaboration avec l'Agence.

M^{me} Kristanti (Indonésie) (*parle en anglais*) : Ma délégation remercie le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) du rapport annuel de l'AIEA (voir A/77/308 et A/77/308/Add.1).

L'Indonésie souligne le rôle important que joue l'AIEA dans le renforcement des efforts mondiaux visant à garantir la sûreté et la sécurité nucléaires, en particulier dans la situation géopolitique difficile actuelle. L'AIEA joue également un rôle indispensable pour garantir l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, pleinement, efficacement et sans discrimination. Pour atteindre ces objectifs, notre délégation voudrait souligner trois points importants.

Le premier est la nécessité de soutenir le rôle de l'AIEA dans la promotion de la science et de la technologie nucléaires au service des objectifs de développement durable. Il faut continuer de renforcer les partenariats mondiaux et les réseaux régionaux, notamment par un soutien continu aux différentes initiatives de l'AIEA. Des initiatives telles que le projet d'action intégrée contre les zoonoses et la Technologie nucléaire au service de la lutte contre la pollution par le plastique (initiative NUTEC Plastics) contribuent à accroître la capacité des États Membres à relever les défis mondiaux liés aux soins de santé, à l'environnement et aux changements climatiques. L'Indonésie, l'un des pays pilotes de l'initiative NUTEC Plastics, en tire parti pour relever les défis liés à la pollution par le plastique. Nous espérons bénéficier d'autres progrès et avantages dans le cadre de cette initiative.

Le deuxième point concerne l'importance de la responsabilité partagée pour garantir le succès de la coopération technique de l'AIEA. Nous devons faire en sorte que le programme de coopération technique remplisse sa mission en tant que principal mécanisme pour la promotion et le transfert de la technologie nucléaire à des fins pacifiques. La coopération technique doit être adaptée aux priorités et aux besoins recensés au niveau national. Elle doit également être menée en tenant pleinement compte de l'appropriation nationale. En outre, elle doit apporter des avantages, surtout aux pays en développement.

À cet égard, nous demandons à l'AIEA de poursuivre ses efforts, dans le cadre de sa coopération technique, pour relever les défis auxquels sont confrontés les pays en développement en matière d'application pacifique de l'énergie nucléaire. L'Indonésie est prête à soutenir les travaux de l'AIEA, notamment par l'entremise de nos deux laboratoires, qui servent de centre collaborateur de l'AIEA en matière d'agriculture intelligente face au climat et d'essais non destructifs. Ces installations permettront également d'aider les autres États Membres de la région Asie-Pacifique à renforcer leurs capacités dans ces domaines respectifs.

Troisièmement, les garanties de l'AIEA doivent rester des éléments essentiels du régime de non-prolifération nucléaire. Étant la seule autorité compétente, l'AIEA doit continuer de s'occuper des questions émergentes liées aux garanties, notamment la mise au point de programmes de propulsion navale nucléaire. L'AIEA joue un rôle important pour garantir que les matières nucléaires ne soient pas détournées des utilisations pacifiques à des fins de fabrication d'armes nucléaires.

C'est avec plaisir que ma délégation s'est portée coauteur du projet de résolution A/77/L.9, sur le rapport de l'AIEA, et par conséquent, voudrait réaffirmer son appui à l'Agence dans l'exécution efficace de son mandat. Nous espérons que la coopération actuelle entre l'Indonésie et l'Agence sera renforcée à l'avenir.

Enfin, nous demandons à la communauté internationale de continuer d'appuyer les travaux de l'AIEA et ses contributions au renforcement de la sécurité internationale et du développement.

M^{me} Quintero Correa (Colombie) (*parle en espagnol*) : La Colombie remercie M. Rafael Mariano Grossi, Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), du rapport annuel pour l'année 2021 (A/77/308 et A/77/308/Add.1).

Ma délégation remercie également le représentant de la République tchèque d'avoir présenté le projet de résolution A/77/L.9, que nous appuyons et dont nous nous sommes portés coauteurs.

Nous voudrions attirer l'attention sur le travail accompli par l'AIEA dans les trois piliers de son action, en soulignant que, compte tenu des conséquences humanitaires et environnementales catastrophiques, douloureuses et prolongées de l'emploi d'armes nucléaires et de toute explosion nucléaire, les applications pacifiques de l'énergie nucléaire et leur contribution à la réalisation des objectifs de développement durable

sont la seule raison pour laquelle cette énergie est utile et importante pour le bien-être de l'humanité.

L'Agence joue un rôle fondamental dans la promotion des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire et du transfert des connaissances et des technologies nucléaires applicables dans des domaines importants pour le développement. Les utilisations pacifiques étant les seules qui satisfont à toutes les considérations éthiques, morales et humanitaires, il convient de renforcer l'assistance et la coopération techniques par lesquelles ce pilier se concrétise, afin d'étendre la portée des utilisations pacifiques de la science et de la technologie nucléaires et d'améliorer l'accès à leurs avantages, en particulier dans les pays en développement, en tenant compte de leurs besoins et de leurs priorités.

Le travail effectué par l'Agence dans le domaine de la sûreté et de la sécurité nucléaires, ainsi que pour l'établissement de normes et d'une culture de la sécurité, qui doivent guider les activités et les programmes nucléaires, est également indispensable. Insistant sur l'importance d'assurer la sûreté et la sécurité des installations nucléaires, et sur la responsabilité internationale des États s'agissant de les maintenir, nous soulignons et saluons les efforts et le travail de l'AIEA, guidée par son directeur général, pour s'acquitter de son mandat à cet égard, en particulier en Ukraine, qui est confrontée à une situation sans précédent. Nous appuyons ses recommandations visant à garantir la mise en œuvre intégrale des sept piliers de la sécurité nucléaire à Zaporijia et à établir une zone de sécurité autour de la centrale nucléaire.

Nous tenons également à souligner le rôle primordial de l'Agence dans la vérification du caractère exclusivement pacifique des programmes nucléaires, par l'application de garanties. Nous la considérons comme la seule autorité compétente dans ce domaine, et nous préconisons le renforcement du système de garanties et de vérification nucléaires, ainsi que son universalisation.

Comme nous l'avons souligné à la dixième Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, l'AIEA joue un rôle fondamental et constitue une composante importante du régime de désarmement et de non-prolifération nucléaires, contribuant ainsi au maintien de la paix et de la sécurité internationales. La Colombie continuera à œuvrer, tant dans le cadre de l'AIEA que dans celui du nouveau cycle du processus d'examen du Traité, en faveur du respect intégral des piliers du Traité et du Statut de l'Agence.

Nous tenons tout particulièrement à souligner l'importance et le retentissement du programme de coopération technique. Nous soulignons et saluons tout particulièrement la capacité et la gestion de l'Agence s'agissant, comme le déclare le Directeur général dans le rapport, de trouver des moyens innovants et plus efficaces d'aider les États membres à renforcer leurs capacités en matière d'utilisation pacifique de la science et de la technologie nucléaires. Nous nous félicitons de la Technologie nucléaire au service de la lutte contre la pollution par le plastique, ou initiative NUTEC Plastics, et de l'Action intégrée contre les zoonoses, ou ZODIAC, réponses novatrices aux besoins qui se posent face aux défis sanitaires et environnementaux actuels. À cet égard, nous signalons la tenue de la table ronde concernant les Amériques et les Caraïbes, sur l'initiative NUTEC Plastics, dans laquelle la Colombie a joué un rôle moteur.

Nous tenons également à remercier l'AIEA de son aide dans la lutte contre la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). Nous soulignons le travail qu'elle a réalisé en tant que membre de l'Équipe des Nations Unies pour la gestion de la crise de la COVID-19, ainsi que la coordination actuelle avec l'Organisation mondiale de la Santé.

Nous réaffirmons également notre gratitude à l'Agence pour son assistance législative sur les questions nucléaires ; son appui à l'acquisition d'appareils de radiographie mobiles en 2021 lors du passage de l'ouragan Iota, qui a gravement endommagé les infrastructures de l'archipel de San Andrés, Providencia et Santa Catalina, dans mon pays ; ses évaluations supplémentaires dans le cadre de l'initiative impACT ; ainsi que pour le travail réalisé conjointement avec les quatre pays de la Communauté andine dans la mise en œuvre de mesures concrètes visant à lutter contre la fusariose du bananier (souche de race tropicale 4 ou TR4), qui menace et touche les bananeraies.

En tant que membre du Conseil des gouverneurs et Vice-Présidente pour la période 2021-2022, la Colombie a dirigé le processus d'élaboration de la stratégie à moyen terme 2024-2029. Nous exprimons à nouveau notre gratitude aux délégations des États membres pour leur détermination à mener à bien ce processus de manière constructive et leur appui à cet égard, ainsi que pour leur soutien pendant notre vice-présidence.

Enfin, tout en nous félicitant de la dynamique au sein de l'AIEA en faveur de la parité des genres d'ici à 2025, nous tenons à insister sur la nécessité de continuer

d'œuvrer à l'intégration d'une perspective de genre dans les politiques et programmes de désarmement, de non-prolifération, de maîtrise des armements et d'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques. La participation pleine et effective des femmes, sur un pied d'égalité avec les hommes, à la formulation et à la mise en œuvre des politiques et des programmes est importante, compte tenu de leur rôle fondamental dans l'édification d'un monde pacifique, prospère et durable.

M. Lagdameo (Philippines) (*parle en anglais*) : À l'instar de nombreuses délégations, les Philippines expriment leur profonde gratitude à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) pour ses précieux efforts, plus particulièrement pour ses activités de recherche-développement sur les applications pacifiques de la science et de la technologie nucléaires, ainsi que pour son déploiement du programme de coopération technique dans les États membres, y compris aux Philippines.

Tout récemment, les Philippines et l'AIEA ont signé un nouveau cadre de programmes par pays pour 2022-2027, qui représente un cadre de référence pour la planification à moyen terme du programme de coopération technique afin d'appuyer nos efforts de développement déployés au niveau national, notamment en vue de la réalisation des objectifs de développement durable à l'horizon 2030. Ainsi, notre nouveau cadre de programmes par pays donne la priorité à la coopération dans les domaines de l'alimentation et de l'agriculture, des ressources naturelles et de l'environnement, de la santé humaine et de la nutrition, de l'énergie et de l'industrie, et, dernier point mais non le moindre, de la sûreté nucléaire et radiologique, y compris la gestion des déchets radioactifs, ainsi que de la sécurité nucléaire.

Le Président Ferdinand Marcos Jr., dans son discours sur l'état de la nation en juillet, a fait part de la nécessité de réexaminer la stratégie des Philippines en vue de la construction de centrales nucléaires dans le pays. Il s'agit d'une directive qui vise à diversifier le bouquet énergétique national dans notre quête d'un approvisionnement en électricité fiable, sûr, durable et abordable. À cet égard, les Philippines sont conscientes que l'approche par étapes de l'AIEA est le principal document d'orientation en matière de développement d'infrastructures électronucléaires. Les décrets présidentiels philippins no 116, signé en 2020, et no 164, signé en 2022, désignent expressément l'approche par étapes de l'AIEA comme notre base d'alignement sur les normes internationales. Nous saluons le lancement de

la révision de ce document afin qu'il tienne davantage compte des enseignements tirés de l'exploitation des centrales nucléaires dans le monde et qu'il inclue des considérations relatives aux petits réacteurs modulaires et aux réacteurs avancés.

Nous sommes en train d'élaborer une législation nucléaire globale, qui garantira notre adhésion aux conventions pertinentes en matière de sûreté, de sécurité et de responsabilité nucléaires, et qui établira un organisme de réglementation nucléaire indépendant pour la réglementation et l'autorisation de toutes les activités et installations nucléaires aux Philippines. Nous apprécions l'appui législatif apporté par l'AIEA aux Philippines dans le cadre de ses différentes missions d'experts juridiques, ainsi que des visites de haut niveau de nos législateurs à Vienne. Ces activités favorisent le renforcement des capacités des décideurs et des législateurs philippins, en les aidant à mieux comprendre les questions nucléaires et à concevoir des lois appropriées et en les sensibilisant aux normes internationales.

Pour contribuer aux efforts visant à élargir la compréhension et la confiance du public dans la science et la technologie nucléaires, les Philippines célèbrent chaque année la semaine de l'énergie atomique, qui a lieu la deuxième semaine de décembre et dont nous commémorons cette année le cinquantième anniversaire.

Les Philippines saluent les efforts constants déployés par l'Agence pour recenser les applications nucléaires permettant de relever les défis de développement les plus pressants dans le monde, ce qui a conduit à l'élaboration d'initiatives phares telles que le projet d'action intégrée contre les zoonoses, le deuxième projet de rénovation des laboratoires des applications nucléaires, le programme Technologie nucléaire au service de la lutte contre la pollution par le plastique, l'initiative Rayons d'espoir et le programme de bourses Marie Skłodowska-Curie.

Enfin, nous estimons que le pilier « garanties et vérification » de l'Agence est au cœur du programme mondial de non-prolifération nucléaire. Il donne à la communauté internationale l'assurance que les technologies nucléaires sont utilisées exclusivement à des fins pacifiques. Nous rappelons l'importance capitale du respect par les États de leurs obligations respectives au titre des accords de garanties pertinents, ainsi que de leur pleine coopération avec l'Agence dans l'accomplissement de son travail indépendant et impartial.

M. Gómez Robledo Verduzco (Mexique) (*parle en espagnol*) : Le Mexique a pris bonne note du rapport d'activité de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) pour 2021 (A/77/308 et A/77/308/Add.1), mais nous regrettons qu'il n'ait pas été présenté à l'Assemblée générale conformément à la pratique habituelle. Nous saluons la direction tout à fait remarquable de l'Ambassadeur Grossi dans le cadre des activités qui lui sont confiées et de son travail concernant les installations nucléaires en Ukraine.

Le projet de résolution A/77/L.9, présenté ce matin par le représentant de la République tchèque et coparrainé par le Mexique, témoigne de la reconnaissance par la communauté internationale de l'Agence et de son rôle indispensable dans le régime de désarmement et de non-prolifération.

Il ne fait aucun doute que le travail de l'Agence en matière de vérification visant à empêcher toute utilisation abusive de matières nucléaires est un facteur clef de la solidité des dispositions du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Le Mexique salue les efforts consentis par l'Agence pour préserver le Plan d'action global commun (PAGC) sur le programme nucléaire iranien, en particulier à un moment décisif des négociations en vue du retour complet de tous les participants. L'AIEA joue également un rôle central dans le suivi du PAGC, ainsi que dans l'établissement de rapports sur la sécurité nucléaire au Moyen-Orient et en République populaire démocratique de Corée. Les garanties et la coopération internationales fournies par l'AIEA pour empêcher l'utilisation abusive de la technologie, des installations, des équipements et des matières radioactives nucléaires, et sa promotion de la sûreté nucléaire, y compris la protection radiologique, sont des activités essentielles.

En ce qui concerne la sûreté nucléaire, nous avons pris note des multiples activités de l'AIEA concernant la sûreté des centrales nucléaires et autres installations connexes, ainsi que des arrangements conclus avec les États pour intervenir en cas d'urgence. À cet égard, le cas des installations ukrainiennes est un exemple du travail remarquable, opportun et nécessaire de l'Agence.

Comme mon pays l'a déclaré à diverses occasions au Conseil de sécurité, nous saluons les efforts entrepris par l'AIEA pour garantir et promouvoir les sept piliers de la sûreté nucléaire à la centrale de Zaporijia. Le bon fonctionnement et la sûreté de la centrale sont essentiels pour éviter une catastrophe aux conséquences humanitaires très graves, non seulement pour l'Ukraine

mais aussi pour les pays de la région. Nous avons en outre appuyé la demande du Secrétaire général tendant à établir une zone démilitarisée autour de la centrale de Zaporijia afin de permettre à l'AIEA de procéder aux inspections nécessaires à l'obtention d'informations objectives, véridiques et indépendantes sur la situation de la centrale. Même en l'absence d'une zone démilitarisée, nous saluons le travail effectué par les inspecteurs de l'Agence chaque jour à l'intérieur de la centrale. Toute attaque contre des installations nucléaires constitue une violation inadmissible du droit international humanitaire et du Statut de l'AIEA. Nous espérons que la situation de la centrale nucléaire de Zaporijia s'améliorera très prochainement, garantissant ainsi sa pleine sécurité.

Par l'intermédiaire du Département de la coopération technique, du Département de l'énergie nucléaire et du Département des sciences et des applications nucléaires, l'AIEA promeut vigoureusement l'utilisation de la science et de la technologie nucléaires à l'appui du développement humain durable. Leur travail facilite le transfert de technologies vers les pays en développement. Le programme de coopération technique a bénéficié à plusieurs États, principalement dans les domaines de la santé et de la nutrition, de l'alimentation et de l'agriculture, ainsi que de la sécurité et de la protection.

Le Mexique se félicite par ailleurs du projet d'action intégrée contre les zoonoses lancé par l'Agence, qui constitue l'une des initiatives les plus importantes et les plus opportunes au niveau mondial pour améliorer la préparation à la lutte contre les maladies infectieuses émergentes au moyen de techniques nucléaires et connexes.

Nous saluons l'action menée par l'AIEA pour encourager la participation des femmes aux activités relevant de son programme de coopération technique et nous nous félicitons que les questions de genre constituent un axe transversal dans la conception de ses projets de coopération.

Je conclurai en rappelant la nécessité de continuer de favoriser la création d'alliances et de synergies entre l'Agence, les États membres, les organisations du système des Nations Unies, le secteur privé et la société civile, afin que la science et la technologie nucléaires puissent contribuer tant au développement humain durable qu'à la paix et à la sécurité internationales.

M. Ishikane (Japon) (*parle en anglais*) : Le Japon se félicite vivement des travaux de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et du rôle prépondérant joué par son directeur général dans la promotion des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire et de la non-prolifération.

Le Japon condamne la menace d'emploi d'armes nucléaires par la Russie contre l'Ukraine, qui constitue une menace grave et inacceptable pour la paix et la sécurité de la communauté internationale. Le Japon est vivement préoccupé par la situation des installations nucléaires en Ukraine. Les activités militaires de la Russie dans et aux alentours des centrales et autres installations nucléaires en Ukraine ne peuvent être tolérées. Le Japon salue les efforts que continue de déployer l'AIEA pour garantir la sûreté et la sécurité nucléaires en Ukraine, sur la base des sept piliers indispensables de la sûreté et de la sécurité nucléaires. Le Japon appuie fermement l'assistance fournie par l'Agence à l'Ukraine, notamment via sa mission à la centrale nucléaire de Zaporijia. Le Japon salue également les récentes inspections menées par l'Agence qui ont confirmé l'absence d'activités et de matières nucléaires non déclarées dans les installations ukrainiennes.

Le Japon continue à appuyer l'Agence de diverses manières, notamment par le biais de l'Initiative sur les utilisations pacifiques, de la campagne Rayons d'espoir et du programme de bourses Marie Skłodowska-Curie de l'AIEA.

En ce qui concerne la gestion des eaux traitées par le Système avancé de traitement des liquides ALPS à la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi, l'AIEA, avec la participation d'experts internationaux, a procédé à un examen du niveau de sécurité qu'elles présentent, ainsi que de la réglementation et des contrôles qui leur sont appliqués.

Le Japon apprécie à sa juste valeur le travail professionnel de l'Agence, qui est mené de manière indépendante, objective et transparente. Le Japon continuera, en étroite coopération avec l'AIEA et la communauté internationale, à travailler de manière transparente et scientifique, conformément aux normes de sécurité nationales et internationales.

Le Japon appuie fermement les efforts déployés par l'AIEA pour rendre ses garanties plus efficaces et efficaces, moyennant notamment l'universalisation des accords de garanties généralisées et des protocoles additionnels.

En ce qui concerne la sécurité nucléaire, le Japon se félicite de la tenue en mars dernier de la première Conférence des Parties à l'Amendement à la Convention sur la protection physique des matières nucléaires, ainsi que de son document final.

Les programmes nucléaires et de missiles de la Corée du Nord compromettent gravement le régime international de non-prolifération. Le Japon exhorte vivement la Corée du Nord à prendre des mesures concrètes en vue du démantèlement complet, vérifiable et irréversible de toutes ses armes de destruction massive, de ses missiles balistiques de toutes portées et de tous les programmes connexes, conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité. Le Japon souligne également qu'il est essentiel que tous les États appliquent ces résolutions dans leur intégralité.

S'agissant des activités nucléaires de l'Iran, le Japon appuie le Plan d'action global conjoint (PAGC) afin de préserver le régime international de non-prolifération. Le Japon contribuera activement aux efforts déployés pour que tous les pays concernés se conforment de nouveau au PAGC.

Pour terminer, le Japon tient à réaffirmer sa détermination inébranlable à appuyer l'AIEA afin de promouvoir davantage les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire et de renforcer le régime de non-prolifération nucléaire.

M. Abd Aziz (Malaisie) (*parle en anglais*) : La Malaisie exprime sa gratitude au Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) pour le rapport de 2021 de l'Agence (A/77/308 et A/77/308/Add.1) ainsi que pour avoir donné un complément d'information sur les activités menées par l'Agence en 2022.

Ma délégation se félicite des activités menées par l'Agence dans les différents domaines mis en évidence dans le rapport, notamment les résolutions adoptées à la soixante-sixième session ordinaire de la Conférence générale en septembre. Nous réaffirmons notre appui indéfectible au rôle de l'AIEA, qui a pour mandat de promouvoir l'utilisation sûre, sans danger et pacifique de la technologie nucléaire, ainsi qu'à sa qualité de seule autorité compétente chargée de vérifier le respect par les États de leurs obligations en matière de garanties.

Nous saluons pleinement l'assistance et la coopération que l'Agence a continué à fournir dans divers domaines, notamment en matière de science et de technologie nucléaires. Cela nous a permis de consolider les

efforts que nous menons pour garantir les utilisations pacifiques de la technologie nucléaire, tout en soulignant le rôle essentiel de la science, de la technologie et des applications nucléaires dans la réalisation des objectifs de développement durable.

Les activités de coopération technique de l'AIEA, en particulier, revêtent une grande importance s'agissant d'aider les États Membres en développement à atteindre les objectifs de développement durable. La promotion des applications pacifiques de l'énergie atomique constitue un élément fondamental des activités statutaires de l'AIEA. À cet égard, il est impératif que les ressources que l'AIEA consacre aux activités de coopération technique soient suffisantes, garanties et prévisibles pour atteindre les objectifs fixés à l'article II du Statut de l'Agence. L'élaboration des programmes de coopération technique doit se poursuivre de manière professionnelle, impartiale et non discriminatoire, et ne doit être subordonnée à aucune condition politique, économique, militaire ou autre incompatible avec les dispositions du Statut de l'AIEA.

Dans le domaine de la sûreté nucléaire, la Malaisie juge utile la mise en commun des meilleures pratiques par les États. Les normes de sûreté nucléaire élaborées par l'AIEA aident les différents États à s'acquitter de la responsabilité de la sûreté nucléaire sur leur territoire qui leur incombe au premier chef. Alors que nous nous efforçons d'atteindre le plus haut niveau de sûreté, il est tout aussi important que ces efforts n'entravent pas la capacité des États Membres à accéder aux utilisations pacifiques de l'énergie et des technologies nucléaires, et à les développer.

La Malaisie reconnaît en outre qu'il importe de garantir la sûreté et la sécurité des installations nucléaires civiles pendant les conflits armés, afin de prévenir le risque de tout incident nucléaire. À cet égard, la Malaisie appuie les sept piliers indispensables de la sûreté et de la sécurité nucléaires définis par le Directeur général de l'AIEA.

La Malaisie est déterminée à jouer un rôle plus important et à contribuer davantage à la paix, à la sécurité et au développement dans le monde. Nous reconnaissons que l'assistance et la coopération de l'Agence ont considérablement amélioré notre expérience, nos connaissances et nos capacités dans les domaines de la technologie nucléaire et de la sûreté, de la sécurité et des garanties nucléaires.

La Malaisie se félicite du projet de résolution A/77/L.9, portant sur le rapport de l'AIEA, car il réaffirme qu'il importe de soutenir l'Agence dans son rôle central en vue du développement et des applications de l'énergie atomique à des fins pacifiques. À cet égard, la Malaisie se réjouit de parrainer le projet de résolution et réaffirme tout son attachement et son soutien à l'Agence et à ses activités prescrites.

M. Sakowicz (Pologne) (*parle en anglais*) : La Pologne s'associe à la déclaration prononcée au nom de l'Union européenne. Je voudrais par ailleurs souligner plusieurs questions clefs à titre national.

La Pologne est fermement attachée aux buts et objectifs des trois piliers du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP). Notre récente contribution active au processus d'examen du TNP, au cours duquel la Pologne a assuré la présidence de la grande commission II de la dixième Conférence d'examen, l'accession de la Pologne au Conseil des gouverneurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et sa présidence du Groupe des fournisseurs nucléaires en sont les parfaites illustrations. Au cours des deux années, qui viennent de s'achever, pendant lesquelles nous avons siégé au Conseil des gouverneurs, nous n'avons cessé d'exprimer notre appui aux activités de garanties et de vérification de l'Agence, qui sont essentielles pour veiller au respect des obligations de non-prolifération en vertu de l'article III du TNP. Par ailleurs, nous apprécions à sa juste valeur et saluons le rôle central de l'Agence en tant qu'organisation qui facilite et encourage le développement responsable de la technologie nucléaire à des fins pacifiques.

Dans ce contexte, nous sommes préoccupés par les menaces graves et directes que l'agression russe contre l'Ukraine fait peser sur les installations nucléaires. L'occupation russe de la zone d'exclusion de Tchernobyl, les attaques à l'intérieur et autour des sites nucléaires en Ukraine et la saisie illégale de la centrale nucléaire de Zaporijia sont inacceptables et doivent être fermement condamnées par la communauté internationale. Ces actes illégaux et violents violent directement le droit inaliénable de développer, de produire et d'utiliser l'énergie nucléaire à des fins pacifiques et empêchent l'AIEA de mener pleinement et en toute sécurité ses activités de vérification liées aux garanties en Ukraine.

La Pologne, en collaboration avec le Canada, a présenté deux résolutions du Conseil des gouverneurs de l'AIEA qui ont été adoptées à une majorité écrasante des voix. Le Conseil a condamné les actions russes contre

les installations nucléaires ukrainiennes et a appelé la Fédération de Russie à cesser immédiatement toutes ses actions contre et à la centrale nucléaire de Zaporijia et toute autre installation nucléaire en Ukraine, afin que les autorités ukrainiennes compétentes reprennent le contrôle total de toutes les installations nucléaires à l'intérieur des frontières internationalement reconnues de l'Ukraine. Il est grand temps que la Fédération de Russie entende l'appel de la communauté internationale et se conforme pleinement et immédiatement aux résolutions du Conseil des gouverneurs. À cet égard, la Pologne appuie les travaux du Directeur général de l'AIEA visant à aider l'Ukraine à garantir la sûreté et la sécurité nucléaires, ainsi que ses efforts visant à mettre en place une zone de sûreté et de sécurité nucléaires à la centrale de Zaporijia.

La Pologne reconnaît l'importance des travaux de l'Agence, dont le système de garanties est une composante fondamentale du régime de non-prolifération nucléaire et joue un rôle indispensable dans l'application du TNP. La Pologne encourage l'AIEA à maintenir son approche en ce qui concerne les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire et soutiendra l'Agence dans cet effort.

M^{me} Rodríguez Mancía (Guatemala) (*parle en espagnol*) : Je tiens tout d'abord à remercier le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), l'Ambassadeur Mariano Grossi, pour son rapport sur les activités menées par l'Agence en 2021 (A/77/308 et A/77/308/Add.1), et à remercier la délégation de la République tchèque d'avoir présenté le projet de résolution A/77/L.9 relatif à ce rapport, dont ma délégation a eu l'honneur de se porter coauteur.

Mon pays reconnaît le droit souverain d'exploiter et d'utiliser les technologies nucléaires à des fins exclusivement pacifiques, comme le prévoit l'article IV du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP). Dans le même temps, nous réaffirmons notre obligation d'œuvrer à un désarmement général et complet, qui est la seule manière de garantir la paix, la sécurité et la stabilité internationales. Dans la conjoncture actuelle, il est de plus en plus nécessaire de déployer des efforts collectifs pour continuer de promouvoir l'utilisation de la science et de la technologie nucléaires à des fins exclusivement pacifiques et pour préserver les générations futures de l'anéantissement par les armes nucléaires.

Mon pays est conscient des avantages des technologies nucléaires pour les peuples du monde, non

seulement pour la production d'électricité, mais aussi dans différents domaines tels que la santé, l'agriculture, la sécurité alimentaire, l'environnement et la recherche. Par conséquent, le Guatemala tient à souligner les avantages mutuels d'une coopération réciproque entre l'Agence et les pays en développement, ainsi que des projets régionaux dans le cadre desquels les deux parties peuvent tirer profit de l'échange mutuel de connaissances, de techniques, d'expériences et de ressources, ce qui aura une incidence positive et directe sur les populations.

Je tiens à souligner qu'au Guatemala, la technologie des rayonnements ionisants est utilisée principalement dans le domaine de la médecine et qu'elle est directement liée à la fourniture de services de santé de base à la population guatémaltèque. L'une des grandes priorités de mon pays est de veiller à ce que les populations bénéficient, de manière appropriée et en toute sécurité, des services découlant de l'utilisation des technologies nucléaires à des fins pacifiques, grâce à une formation en matière de radioprotection et de sûreté.

Le Guatemala remercie l'AIEA d'être intervenue rapidement pour répondre aux nouveaux besoins apparus en 2020 et 2021 en raison de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et des catastrophes naturelles causées par les tempêtes tropicales qui ont touché mon pays. Nous apprécions la réactivité de l'Agence et la grande valeur des contributions extrabudgétaires qui rendent cette coopération possible.

Nous soulignons également l'importance des initiatives innovantes visant à promouvoir les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, notamment le projet d'action intégrée contre les zoonoses, l'initiative Technologie nucléaire au service de la lutte contre la pollution par le plastique et le Programme d'action en faveur de la cancérothérapie. Ces initiatives favorisent l'acquisition par les États membres de connaissances et de bonnes pratiques qui permettent d'apporter des solutions aux défis de notre époque. Ma délégation rappelle qu'il est essentiel que les pays unissent leurs efforts à ceux de l'AIEA, afin que l'utilisation de l'énergie nucléaire serve à améliorer la couverture sanitaire et la qualité des services de santé, la production et l'approvisionnement alimentaires, l'efficacité des efforts de prévention et de réduction des incidences négatives des changements climatiques, mais aussi les interventions en cas de catastrophes naturelles, entre autres questions

hautement prioritaires qui contribuent à un développement réel et durable.

Le Guatemala réaffirme son engagement à défendre et à respecter les normes du désarmement, notamment le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, et reconnaît le rôle important que joue le système de garanties de l'AIEA dans la prévention de la prolifération des armes nucléaires et des technologies d'armement. Nous nous félicitons de la collaboration de l'AIEA avec mon pays dans le cadre de l'Initiative globale de renforcement des capacités à l'intention des systèmes nationaux de comptabilité et de contrôle des matières nucléaires et des autorités nationales ou régionales chargées de l'application des garanties, qui a permis de réaliser des avancées majeures en matière de garanties.

En tant que membre actuel du Conseil des gouverneurs, le Guatemala appuie de manière constructive les travaux de la présidence et a travaillé sur les recommandations présentées à la soixante-sixième session ordinaire de la Conférence générale de l'AIEA en septembre dernier.

Mon pays s'emploie activement à promouvoir l'universalité du TNP et le respect de ses dispositions. Nous rappelons que tous les États parties se sont engagés à adhérer clairement à la lettre et à l'esprit du Traité. Nous regrettons que la dixième Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité ne soit pas parvenue à un consensus sur un document final, alors même que le contexte international pressant exige que des progrès tangibles soient réalisés dans l'architecture de désarmement et de non-prolifération.

Le Guatemala reconnaît et salue les efforts importants déployés par le Directeur Grossi, qui, de manière préventive et dans le cadre de ses compétences, assure dûment le suivi de la situation préoccupante à la centrale nucléaire de Zaporijia dans le but d'éviter un grave accident nucléaire, qui aurait des conséquences incalculables pour le monde, à la suite de l'invasion illégale, injustifiée et non provoquée du territoire souverain de l'Ukraine par la Fédération de Russie.

Nous appelons au plein respect du droit international, du droit humanitaire international et des traités de désarmement et de non-prolifération. La communauté internationale n'est pas en mesure de faire face aux conséquences humanitaires et environnementales qui résulteraient d'une catastrophe nucléaire. Nous sommes convaincus que la seule garantie efficace que

l'humanité ne sera plus jamais en danger est l'interdiction et l'élimination totale des armes nucléaires. À cet égard, nous encourageons tous les États à adhérer au Traité sur l'interdiction des armes nucléaires.

Enfin, nous réaffirmons notre appui aux travaux de l'Agence internationale de l'énergie atomique visant à promouvoir le principe de l'atome pour la paix et le développement, et nous réaffirmons notre volonté de continuer à collaborer avec l'Agence et à appuyer ses activités.

M. Fatah (Iraq) (*parle en arabe*) : La délégation iraquienne se félicite du contenu du rapport (A/77/308 et A/77/308/Add.1) de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), qui comprend un examen du rôle central de l'Agence et de ses activités générales pour l'année 2021 en vue de promouvoir la sécurité et la sûreté nucléaires dans les domaines des garanties, de la vérification et de la coopération technique. Ma délégation salue le rôle clef joué par l'AIEA pour répondre aux besoins des États membres dans leur lutte contre la crise de la maladie à coronavirus (COVID-19), grâce à des efforts constructifs et à un suivi qui ont permis de renforcer les capacités et de fournir une assistance à de nombreux États membres, dont mon pays, l'Iraq, pendant la période exceptionnelle à laquelle tous les pays ont été et sont encore confrontés depuis l'apparition de cette pandémie.

Le renforcement de la coopération internationale est indispensable pour parvenir à une utilisation pacifique de l'énergie nucléaire et développer la recherche, la production et l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, sans discrimination, conformément à l'article IV du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, ce qui est un droit inaliénable de tous les États parties au Traité et l'un de ses objectifs fondamentaux les plus importants.

Le programme de coopération technique consacré au développement et au transfert de technologies nucléaires dans le but de réaliser des progrès socioéconomiques durables dans les pays en développement demeure l'une des principales fonctions statutaires de l'Agence. Ce programme est une responsabilité conjointe de l'Agence et des États membres, et sa réussite dépend en grande partie de leurs efforts concertés, en fonction des exigences et des besoins des États, ce qui nécessite de mettre à disposition des moyens pour ses activités de promotion afin que les ressources du Fonds de coopération technique soient suffisantes, garanties et proportionnelles à celles allouées aux autres activités

statutaires de l'Agence. Dans ce contexte, l'Iraq insiste sur la priorité que constituent les activités de coopération technique de l'Agence pour mon pays et d'autres pays en développement ; ces programmes les aident à renforcer leurs capacités et à mettre les technologies nucléaires au service des soins de santé, de l'agriculture, de l'alimentation, des ressources en eau et des isotopes radioactifs, entre autres. Ces technologies peuvent contribuer à favoriser la paix, la santé, la prospérité et le développement durable dans le monde entier.

Mon pays, l'Iraq, cherche à étendre les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire dans les secteurs de la médecine, du dessalement de l'eau, de l'agriculture et de l'énergie pour promouvoir le progrès socioéconomique, et nous comptons sur l'appui technique fourni par l'Agence dans le cadre de projets régionaux. J'ai le plaisir de signaler que l'Iraq travaille à la signature de son programme-cadre national pour la période allant de 2023 à 2027 avec l'AIEA, document qui permettra de définir nos priorités et besoins nationaux, avec l'appui du programme de coopération technique, pour atteindre les objectifs de développement durable conformément à nos plans nationaux.

Les autorités exécutives et de contrôle irakiennes travaillent avec l'AIEA pour élaborer un programme d'action intégré visant à éliminer la contamination radioactive en Iraq, à élaborer des stratégies nationales relatives au traitement des déchets radioactifs et à œuvrer en permanence pour éliminer de manière sûre les déchets résultant de diverses activités menées dans les centres de santé et les installations pétrolières.

La délégation de mon pays exprime son ferme appui à l'AIEA et à son directeur général dans les efforts qu'ils déploient pour faire appliquer le système de garanties, et se félicite des activités de contrôle et de vérification menées par l'Agence.

L'Iraq réaffirme également son engagement résolu en faveur de la non-prolifération et du désarmement nucléaires et son soutien indéfectible à la mise en œuvre intégrale et effective du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, qui constitue la pierre angulaire du régime international de non-prolifération et sert de fondement aux efforts visant à parvenir au désarmement nucléaire, conformément à l'article VI du Traité, et à la poursuite du développement des applications de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques. Dans ce contexte, l'Iraq déplore l'échec des neuvième et dixième Conférences des Parties chargées de l'examen du Traité sur la non-prolifération qui se sont tenues

en 2015 et 2020, respectivement, échec qui nous oblige tous à faire preuve de la souplesse et de la volonté politique nécessaires pour surmonter les difficultés et les obstacles et aller de l'avant afin d'assurer le succès de la onzième conférence, prévue en 2027.

Les avancées accomplies dans le cadre de la réduction de la menace posée par les armes nucléaires et du renforcement de l'efficacité du système de garanties resteront incomplètes si des progrès réels ne sont pas réalisés pour mettre en œuvre le désarmement nucléaire, conformément au Traité sur la non-prolifération, ou convaincre l'ensemble des États d'adhérer au Traité afin d'atteindre ses nobles objectifs et d'œuvrer au maintien de la paix et de la sécurité internationales. Les efforts internationaux et régionaux visant à faire du Moyen-Orient une zone exempte d'armes nucléaires continuent d'échouer, en raison du rejet par l'entité israélienne de tout effort en ce sens. L'Iraq appelle donc une nouvelle fois toutes les parties concernées à continuer d'appuyer ces efforts à l'occasion de la troisième session de la Conférence sur la création au Moyen-Orient d'une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive, qui doit se tenir en novembre, dans l'espoir qu'ils contribueront à produire des résultats tangibles qui aboutiront à l'instauration d'une région du Moyen-Orient véritablement exempte d'armes nucléaires et de toute autre arme de destruction massive. Nous soulignons notre position selon laquelle ces efforts et leurs résultats doivent venir s'ajouter à l'appui apporté aux efforts déployés par la communauté internationale et l'ONU pour créer cette zone.

M. Paulauskas (Lituanie) (*parle en anglais*) : La Lituanie souscrit pleinement à la déclaration prononcée au nom de l'Union européenne. Je voudrais formuler les observations suivantes à titre national.

La Lituanie appuie sans réserve les activités de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et de ses dirigeants. Comme les années précédentes, nous sommes heureux de nous porter coauteurs du projet de résolution (A/77/L.9) sur le rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique (A/77/308 et A/77/308/Add.1), qui réaffirme une fois de plus le rôle indispensable de l'Agence en ce qui concerne la non-prolifération nucléaire, l'utilisation de la technologie nucléaire à des fins pacifiques et le transfert de technologies aux pays en développement, ainsi que la sûreté, la sécurité et les garanties nucléaires.

Nous condamnons une nouvelle fois avec la plus grande fermeté la guerre délibérée et non provoquée

menée par la Russie contre l'Ukraine. Nous condamnons également le Bélarus pour son appui à cette agression. Je tiens à souligner que la Russie a délibérément choisi de mettre des installations nucléaires civiles ukrainiennes au service d'actions militaires. Il s'agit là d'une grave violation du droit international et du Statut de l'AIEA, qui est fondé sur la Charte des Nations Unies. Le bombardement et l'occupation des installations nucléaires ukrainiennes ou leur utilisation comme abri sont une première, et exigent une réponse adéquate. L'occupation de la centrale nucléaire de Zaporijia par les forces militaires russes et la présence d'équipements militaires russes et de personnel de Rosatom sur le site, qui font peser une pression gigantesque sur le personnel d'exploitation et le terrorisent, augmentent le risque de catastrophe nucléaire.

Nous soulignons que le décret illégal du Président russe autorisant Moscou à prendre le contrôle des opérations de la centrale nucléaire de Zaporijia est nul et non avenu et n'a aucun fondement juridique au regard du droit international. La centrale nucléaire de Zaporijia continuera de fonctionner en Ukraine, sous législation ukrainienne, dans le cadre du réseau électrique ukrainien et pour Energoatom.

Nous apprécions vivement toutes les mesures déjà prises par l'AIEA en vue d'aider le Gouvernement ukrainien et d'éviter une catastrophe nucléaire en Europe. La Lituanie se félicite que l'Agence ait dépêché une mission d'experts de la sûreté, de la sécurité et des garanties nucléaires à Zaporijia pour un temps assez long et appuie sans réserve les efforts du Directeur général tendant à établir une zone de protection autour de la centrale. Néanmoins, il n'est pas suffisant de se concentrer sur la protection de la seule centrale de Zaporijia. La centrale nucléaire du sud de l'Ukraine est également en grave danger. La sûreté et la sécurité nucléaires passent nécessairement par le retrait inconditionnel de l'ensemble des forces armées et du matériel militaire russes de tout le territoire ukrainien. Nous encourageons les États membres dans leur totalité à soutenir les efforts déployés en ce sens.

Nous nous félicitons également de la dernière évaluation d'experts de l'AIEA en date, qui a démenti la propagande de la Russie. Les inspecteurs de l'AIEA ont mené à bien leurs activités de vérification sur le terrain en trois endroits de l'Ukraine, et l'Agence n'y a trouvé aucun signe d'activités et de matières nucléaires non déclarées.

L'agresseur doit rendre des comptes. Nous considérons que la violation brutale par la Russie des lois et réglementations internationales, notamment le Statut de l'AIEA, est totalement indéfendable. Il est donc parfaitement inacceptable que la Russie continue d'exercer son rôle privilégié à l'AIEA et dans ses organes.

En même temps, la Lituanie demeure profondément préoccupée par la construction et la mise en fonctionnement à la hâte et irresponsables de la centrale nucléaire biélorussienne à proximité immédiate de notre capitale. Nombre de questions de sûreté restent à résoudre quant à ce projet, telles que l'incidence de la centrale sur l'environnement et la population des pays voisins, la promotion d'une culture de la sûreté et l'application des normes et recommandations internationales. Le manque de transparence et d'ouverture est un autre point extrêmement inquiétant. Cela fait peser une menace inacceptable sur la sécurité nationale, l'environnement et la santé publique des pays de toute la région. La Lituanie continue de penser que la centrale biélorussienne a été conçue d'une manière qui ne respecte pas les normes internationales de sûreté nucléaire et qu'elle ne devrait donc pas être exploitée. Nous encourageons la communauté internationale à se joindre à la Lituanie pour appeler le Bélarus à appliquer les normes internationales les plus élevées en matière de préservation de l'environnement, de sûreté nucléaire et de protection contre les rayonnements.

La Lituanie condamne aussi les activités nucléaires et balistiques de la République populaire démocratique de Corée, qui sont sérieusement préoccupantes. Il est éminemment regrettable que la République populaire démocratique de Corée n'ait toujours pas pris de mesures concrètes et vérifiables aux fins de la dénucléarisation de la péninsule coréenne. Les sanctions doivent être maintenues et intégralement appliquées. Nous invitons instamment la République populaire démocratique de Corée à cesser toute action déstabilisatrice, à respecter ses obligations internationales découlant de multiples résolutions du Conseil de sécurité et à reprendre un dialogue crédible et authentique avec l'AIEA.

Nous sommes très inquiets des violations par l'Iran du Plan d'action global commun (PAGC), qui ont des implications irréversibles en matière de prolifération, notamment l'accumulation continue et accélérée d'uranium enrichi, bien au-delà des seuils fixés dans le PAGC en termes de quantité et de niveau d'enrichissement, et l'augmentation constante des capacités

d'enrichissement de l'uranium par l'installation et la mise à l'essai de nouvelles centrifugeuses de pointe. Ces mesures prises par l'Iran sont incompatibles avec les visées pacifiques d'un programme nucléaire. Nous exhortons l'Iran à renoncer à toutes ses activités contraires aux dispositions du PAGC et à revenir sans plus attendre à la pleine application du Plan, y compris tout ce qui concerne la transparence.

La Lituanie demeure également très préoccupée que l'Iran ne progresse pas dans la mise en œuvre intégrale de son accord de garanties généralisées. Par conséquent, nous engageons vivement l'Iran à coopérer avec l'AIEA sans réserve ni délai et à se conformer à ses obligations juridiques en vertu du Protocole additionnel.

M. Spasse (Albanie) (*parle en anglais*) : Tout d'abord, je remercie le Directeur général Grossi et son équipe de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) d'avoir établi le rapport complet de l'Agence pour 2021 (A/77/308 et A/77/308/Add.1). Je tiens à l'assurer du plein appui de l'Albanie à son travail et à sa direction de l'Agence en ces temps si difficiles pour la non-prolifération et la sûreté nucléaires.

L'Albanie fait sienne la déclaration de l'Union européenne, et je voudrais en outre insister sur ce qui suit.

Dans le contexte de la période couverte par le rapport, nous trouvons encourageant que l'Agence n'ait pas cessé d'aider les pays à faire face à la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), en leur fournissant des services de dépistage, du matériel et des matières, ainsi que des conseils techniques et des orientations à l'usage des laboratoires. Nous sommes reconnaissants à l'AIEA de son soutien et de son assistance, notamment à mon pays. Malgré les difficultés, elle n'a pas interrompu ses activités de vérification, s'adaptant efficacement aux nouvelles conditions en concentrant ses efforts sur les garanties les plus critiques, tant sur le terrain qu'à son siège.

L'Albanie salue l'action menée par l'Agence pour contribuer au maintien de la sûreté et de la sécurité des installations nucléaires ukrainiennes, notamment sa mission d'appui et d'assistance à Zaporijia et le travail de ses experts pour évaluer la sûreté et la sécurité nucléaires de la centrale et continuer d'y appliquer les garanties. Nous nous félicitons de l'adoption des résolutions du Conseil des gouverneurs de l'AIEA sur les incidences de la situation en Ukraine sur la sûreté, la sécurité et les garanties.

Nous apprécions sincèrement la transparence de l'Agence et son souci de tenir les États informés quotidiennement des derniers faits en date concernant l'Ukraine et d'autres situations d'urgence. Nous sommes convaincus que l'AIEA s'acquitte de ses tâches de façon professionnelle, objective et impartiale.

La sûreté, la sécurité et la préservation des installations nucléaires ukrainiennes face à l'agression militaire et aux attaques aveugles de la Russie demeurent une préoccupation majeure. Occupée par les forces russes depuis mars, la centrale nucléaire de Zaporijia court toujours un grave danger, risquant d'entraîner une catastrophe pour l'Ukraine et tout le continent. Nous renouvelons vigoureusement notre appel à la mise en place, de toute urgence, d'une zone de protection autour de la centrale nucléaire de Zaporijia, de manière à éviter un désastre. Nous appelons à la conclusion rapide d'un accord pour arrêter les paramètres d'une telle zone de sûreté. Une fois encore, nous exhortons la Russie à retirer ses troupes et à restituer le contrôle des installations nucléaires de l'Ukraine aux autorités ukrainiennes compétentes.

Consciente du rôle fondamental de l'AIEA dans le maintien du régime de non-prolifération par l'intermédiaire de son système de garanties, l'Albanie est profondément préoccupée que la République populaire démocratique de Corée enfreigne constamment les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité en poursuivant le développement de ses programmes nucléaire et balistique, notamment par des tirs de missile à une fréquence sans précédent, qui menacent gravement la région et le monde. Nous appelons la République populaire démocratique de Corée à appliquer intégralement les résolutions du Conseil de sécurité, à revenir au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) et à en respecter les dispositions, de même que les garanties de l'AIEA.

Au Moyen-Orient, le Plan d'action global commun (PAGC) demeure le seul outil dont la communauté internationale dispose pour s'assurer que le programme nucléaire iranien reste dédié à des fins uniquement pacifiques. Le rôle de l'AIEA est important pour la pleine application du PAGC. L'Albanie accueille avec satisfaction la résolution du Conseil des gouverneurs de l'AIEA contenue dans le document GOV/2022/70, qui demande à l'Iran d'agir de toute urgence pour s'acquitter de ses obligations juridiques et résoudre toutes les questions de garanties en suspens, en vertu du TNP.

Nous sommes toujours inquiets que la Syrie ne se conforme pas à ses obligations découlant du TNP et des garanties de l'AIEA. Une fois de plus, nous l'appelons à coopérer totalement et sans plus attendre avec l'Agence au sujet de toutes les questions non réglées et à lui donner accès à toutes les informations utiles, ainsi qu'à conclure dès que possible un protocole additionnel.

L'Albanie est liée par un accord de garanties généralisées avec l'AIEA et a signé et ratifié le Protocole additionnel. Nous avons également conclu un Accord complémentaire révisé concernant la fourniture d'une assistance technique avec l'Agence, et signé plusieurs traités multilatéraux sous ses auspices. Nous exhortons tous les pays à faire de même, à collaborer avec l'AIEA de bonne foi et à appliquer dès que possible leur accord de garanties généralisées et leur protocole additionnel.

Nous nous félicitons de l'aide apportée par l'AIEA aux États membres en matière de renforcement des capacités et de gestion des connaissances, et nous réaffirmons notre soutien sans réserve à l'égalité des genres dans tous les aspects des travaux de l'Agence, y compris la sûreté nucléaire.

Pour terminer, compte tenu de son appui indéfectible aux travaux de l'Agence, ma délégation a le plaisir de parrainer le projet de résolution A/77/L.9, sur le rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), convaincue du rôle indispensable que joue l'Agence en matière de sécurité de la non-prolifération nucléaire et de son application à des fins pacifiques et de développement.

M. Shevchenko (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : La Fédération de Russie salue le travail accompli par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) au cours de la période considérée. Elle confirme en outre son appui au projet de résolution A/77/L.9, intitulé « Rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique », dont elle est l'un des coauteurs.

Nous accordons une grande attention au travail de l'AIEA, qui est un important instrument de coopération internationale dans le domaine de l'utilisation pacifique de l'atome et un mécanisme unique en son genre permettant de contrôler le respect par les États de leurs obligations en matière de non-prolifération nucléaire.

Nous considérons que le système de garanties de l'AIEA, qui est le mécanisme de surveillance du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, est essentiel au maintien du régime de non-prolifération nucléaire. Il est capital de préserver le caractère objectif

de ce mécanisme de vérification de l'Agence, fondé sur les accords conclus entre les États et l'AIEA, et de veiller à ce qu'il reste soumis à un contrôle technique. Nous sommes favorables à l'universalisation du protocole additionnel à l'accord de garanties généralisées, étant bien entendu qu'il est strictement volontaire. Pour maintenir la confiance des États membres de l'AIEA dans le système de garanties, il convient d'assurer un niveau de transparence adéquat et une approche impartiale sur le plan politique, tant en ce qui concerne la mise en œuvre effective des garanties que les conclusions des audits.

Nous sommes d'avis que l'AIEA continuera de suivre une approche technique mûrement réfléchie lorsqu'elle effectuera des contrôles en Iran dans le cadre du mandat existant. L'approche professionnelle et impartiale adoptée par l'Agence lorsqu'elle procède à ces vérifications revêt une importance particulière pour ce qui est de rassurer la communauté internationale quant au caractère pacifique du programme nucléaire iranien et de rétablir la mise en œuvre intégrale du Plan d'action global commun après le retrait unilatéral des États-Unis de l'accord nucléaire et les actes illégaux menés par Washington pour saper la résolution 2231 (2015) du Conseil de sécurité.

L'AIEA, en tant qu'organisation la plus représentative et la plus compétente sur le plan technique dans le domaine de la sécurité physique nucléaire, a un rôle essentiel à jouer dans la coopération internationale en la matière. La Russie attache une grande importance à la garantie et au maintien d'un niveau élevé de sécurité physique nucléaire dans le monde entier, tout en adhérant au principe fondamental qui veut que c'est aux États eux-mêmes, qui en déterminent les paramètres optimaux à leur gré, qu'il incombe exclusivement d'assurer la sécurité nucléaire sur leur territoire.

Nous plaidons en faveur de l'universalisation des principaux instruments juridiques internationaux dans ce domaine, en particulier la Convention sur la protection physique des matières nucléaires et son amendement de 2005. La Russie continuera d'appuyer l'Agence et de contribuer aux activités relevant du programme de l'AIEA dans les domaines de la sûreté nucléaire et radiologique, de la sûreté du transport des matières nucléaires et radioactives, de la sûreté de la gestion des déchets radioactifs, ainsi que de la préparation et de la réponse aux situations d'urgence.

L'AIEA reste également l'un des instruments les plus importants de la coopération internationale dans le domaine de l'utilisation de l'énergie atomique. La

Russie est favorable à ce que tous les États du monde qui respectent leurs obligations en matière de non-prolifération nucléaire bénéficient d'un large accès aux avantages de l'atome pacifique et du développement de la coopération internationale dans ce domaine. Nous prenons acte des travaux de l'AIEA visant à promouvoir l'énergie nucléaire, y compris dans le contexte de la lutte contre les changements climatiques.

Nous appuyons sans réserve les activités menées par l'AIEA pour promouvoir les technologies nucléaires et leur application dans divers domaines de l'activité humaine. Nous prenons note des nouvelles initiatives du Directeur général de l'Agence dans ce domaine, lesquelles visent à contribuer utilement à la réalisation des objectifs de développement durable.

Nous estimons que les activités de l'Agence doivent être menées dans le strict respect de ses fonctions statutaires. Il importe de s'abstenir d'introduire artificiellement dans l'ordre du jour des organes de décision de l'AIEA et dans ses activités en général des questions qui ne relèvent pas de son Statut. Compte tenu du rôle essentiel de l'Agence, nous soulignons combien il est nécessaire que ses membres traitent l'AIEA avec respect. Les États participants doivent tout mettre en œuvre pour veiller à ce que, en période de turbulences géopolitiques, les activités de l'AIEA ne fassent pas l'objet d'une politisation et soient menées dans le strict respect du mandat de l'Agence. Malheureusement, nous devons reconnaître que, comme en témoigne la présente séance, un certain nombre de délégations demeurent au contraire déterminées à faire obstacle à un débat constructif et de fond sur ce point de l'ordre du jour, ainsi qu'à politiser les discussions.

En réaction aux allégations non fondées formulées aujourd'hui selon lesquelles la Russie menacerait d'employer des armes nucléaires dans le cadre de l'opération militaire spéciale menée en Ukraine, nous soulignons une fois de plus que les directives doctrinales russes dans ce domaine sont de nature strictement défensive et ne se prêtent pas à une interprétation élargie. La Russie est fermement attachée au principe selon lequel une guerre nucléaire ne peut être gagnée et ne doit jamais être menée. Le 3 janvier, ce postulat a été confirmé par les dirigeants des cinq puissances nucléaires dans une déclaration conjointe. Cet engagement a été réaffirmé dans la déclaration de la Fédération de Russie sur la prévention de la guerre nucléaire datée du 2 novembre. Le document pertinent a été distribué par nos soins en tant que document officiel du Conseil de sécurité et

de l'Assemblée générale (A/77/577). Nous invitons les États Membres à en prendre connaissance.

Aujourd'hui, nous avons de nouveau entendu de nombreuses accusations sans fondement sur l'agression russe en Ukraine, laquelle se poursuivrait depuis 2014. La réalité est radicalement différente. Face à la présence généralisée d'éléments nationalistes radicaux dans un contexte marqué par un coup d'État sanglant commis en Ukraine en 2014, avec un appui de l'étranger, l'exercice par les habitants de Crimée et de Sébastopol de leur droit à l'autodétermination est devenu le seul moyen possible pour eux de préserver leurs droits fondamentaux et leurs intérêts vitaux.

Au regard des attaques d'aujourd'hui, je voudrais noter par ailleurs que la position de la Russie sur la question des installations nucléaires en Crimée est exposée dans le document INFCIRC/876 de l'AIEA, daté du 10 juin 2015, et nous ne jugeons pas nécessaire d'ajouter quoi que ce soit. Les installations situées dans la ville de Sébastopol sont inscrites sur la liste des installations russes dans lesquelles les garanties de l'AIEA sont applicables. La Fédération de Russie est disposée à y accorder l'accès sur demande. Ces installations ne sont en rien liées à l'application des garanties en Ukraine.

Sur la base des résultats des référendums organisés fin septembre, la République populaire de Donetsk, la République populaire de Lougansk, ainsi que les régions de Kherson et de Zaporojie sont devenues de nouvelles entités de la Fédération de Russie. Ce processus s'est appuyé sur la volonté exprimée par les habitants de ces régions et s'est déroulé en totale conformité avec la Charte des Nations Unies, qui consacre le droit des nations à l'autodétermination.

En ce qui concerne la centrale nucléaire de Zaporojie, des unités de la Garde russe continuent de la protéger face aux provocations qui se poursuivent. Nous soulignons que les bombardements en cours effectués par les forces armées ukrainiennes et les tentatives de sabotage faites par elles sont les principales menaces qui pèsent sur la sécurité de la centrale nucléaire de Zaporojie. Le risque d'une catastrophe d'origine humaine à la centrale demeure élevé. Les attaques dirigées contre la centrale menacent l'ensemble de sa sécurité physique, ainsi que l'a confirmé l'AIEA. Les forces armées ukrainiennes, quant à elles, dirigent les obus vers les parties les plus vulnérables de la centrale, créant délibérément le risque d'un accident radiologique de grande ampleur. Nous distribuons les statistiques de

ces bombardements et de ces attaques en tant que documents officiels de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité. Nous invitons à nouveau les délégations à en prendre connaissance.

Force est de constater que Kiev continue de se livrer à ces actes irréfléchis depuis de nombreux mois. La Russie a fait tout ce qui était en son pouvoir pour garantir le bon déroulement et la sécurité de la mission menée par l'AIEA à la centrale nucléaire de Zaporojie le 1^{er} septembre, malgré les obstacles posés et les provocations orchestrées par le régime de Kiev. Il est essentiel que des employés du secrétariat de l'AIEA soient actuellement présents en tout temps à la centrale, qu'ils surveillent la situation et en rendent compte rapidement à Vienne.

Cependant, le régime de Kiev ne s'est pas laissé dissuader par la présence de représentants de l'Agence à la centrale, et les attaques et les bombardements menés par la partie ukrainienne se poursuivent. Les délégations occidentales refusent de s'exprimer clairement et d'admettre que le régime de Kiev a, en réalité, fait de la centrale nucléaire de Zaporojie une cible de chantage nucléaire. Les déclarations de ces pays qui laissent entendre que les bombardements ne sont pas le fait de la partie ukrainienne sont tout simplement contraires au bon sens, puisque la centrale est sous contrôle russe. Pareille politique encourage directement de nouvelles actions dangereuses de la part de Kiev, et la responsabilité de toutes les conséquences éventuelles incombera à ses soutiens occidentaux. Nous soulignons une fois de plus que les attaques dirigées contre la centrale doivent cesser.

Le Directeur général de l'Agence, M. Rafael Grossi, a proposé une initiative visant à créer une zone de protection opérationnelle et physique de sûreté nucléaire autour de la centrale nucléaire de Zaporojie. Nous y sommes favorables sur le principe. Nous maintenons notre dialogue avec le Directeur général de l'AIEA afin de parvenir à une interprétation commune du contenu de la déclaration sur la zone de protection autour de la centrale. Nous partageons son avis selon lequel cette mesure doit être prise le plus rapidement possible.

Les États occidentaux tentent par tous les moyens de dissimuler les agissements de leur protégés à Kiev, non seulement en ce qui concerne le bombardement de la centrale, mais aussi pour ce qui est d'autres crimes commis par le régime de Kiev, notamment ses projets de mener des actes de provocation à l'aide de matières radioactives. Après avoir reçu les informations

pertinentes, nous avons fait part en détail à la communauté internationale de nos préoccupations concernant les projets du régime de Kiev de créer une bombe sale.

Nous avons pris acte des informations relatives aux inspections effectuées par l'Agence dans ces installations. Nous respectons l'approche professionnelle adoptée par les dirigeants de l'AIEA. Nous relevons que l'analyse des éléments reçus se poursuit. Dans le même temps, nous soulignons que Kiev dispose de la base de production et des capacités scientifiques nécessaires pour créer une bombe sale, et celles-ci ne se limitent pas aux installations qui ont fait l'objet d'une inspection. Nous présumons que ces vérifications ne sont qu'un début et que l'Agence continuera à exercer un contrôle strict sur tout signe éventuel de non-respect par Kiev de la mise en œuvre de son accord de garanties généralisées conclu avec l'Agence, et qu'elle continuera à tirer pleinement parti des possibilités offertes par le protocole additionnel à l'accord. Nous demandons à l'AIEA d'accorder la plus grande attention à toute information relative à d'éventuelles provocations impliquant l'utilisation d'une bombe sale par le régime de Kiev, et s'il existe le moindre soupçon que des activités illégales sont menées dans la sphère nucléaire ukrainienne, d'en informer immédiatement le Conseil des gouverneurs et les États membres.

En ce qui concerne les insinuations formulées aujourd'hui concernant les résultats de la dixième Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, nous tenons à souligner que la délégation russe était déterminée à travailler de manière constructive et à coopérer avec tous les partenaires. Nous avons œuvré dans un esprit d'ouverture et d'honnêteté, en faisant preuve du plus grand respect pour les positions des autres délégations. Cependant, dès le début de la Conférence, les États occidentaux ont décidé d'utiliser celle-ci pour régler des comptes politiques et satisfaire leur désir de punir la Russie à tout prix, en faisant délibérément échouer l'adoption du document final. Ils ont essentiellement choisi de politiser le processus, empêchant ainsi l'adoption du document final de la Conférence. Ils n'en étaient pas à leur premier coup d'essai. En 2015, les délégations des États-Unis, du Royaume-Uni et du Canada, guidées par leurs considérations politiques égoïstes, ont bloqué l'adoption du document final de la conférence précédente, la neuvième Conférence d'examen. Aujourd'hui, ils préfèrent ne pas le mentionner, affirmant que la Russie aurait porté atteinte au processus d'examen.

Malgré les actions destructrices des délégations occidentales, qui ont empêché l'adoption du document final, nous sommes convaincus qu'au cours de la Conférence, les États parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires ont pu procéder à un examen complet de celui-ci et confronter leurs positions sur ses trois piliers. Plus important encore, ils ont réaffirmé le rôle et l'importance du Traité en tant que fondement du régime mondial de non-prolifération. Nous réaffirmons notre détermination à collaborer dans un esprit constructif dans le cadre du nouveau cycle d'examen, qui devrait se conclure par la onzième Conférence en 2026.

M. Louafi (Algérie) (*parle en arabe*) : Je tiens tout d'abord à remercier très sincèrement le Président, au nom de la délégation algérienne, d'avoir convoqué la présente séance, et je le félicite de la sagesse avec laquelle il dirige les travaux de la présente session.

Je souhaite également remercier M. Rafael Grossi, Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), d'avoir présenté le rapport annuel de l'Agence (A/77/308 et A/77/308/Add.1).

L'Algérie se félicite de l'adoption imminente par consensus du projet de résolution sur le rapport annuel de l'AIEA, publié sous la cote A/77/L.9. Nous saluons aussi les efforts déployés par le secrétariat de l'Agence pour préparer le rapport annuel, qui présente le bilan des activités et des réalisations de l'AIEA dans les principaux domaines liés à la technologie nucléaire, à la coopération technique, à la sûreté et à la sécurité nucléaires, ainsi qu'aux garanties.

Conformément à son attachement au droit inhérent et inaliénable au développement et aux utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, l'Algérie accorde la plus grande importance aux activités entreprises par l'Agence pour garantir l'utilisation pacifique et sûre de l'énergie atomique et pour promouvoir les applications des technologies nucléaires aux fins du développement durable, notamment par l'intermédiaire du programme de coopération technique, principal mécanisme dont dispose l'Agence pour assister les États membres et répondre à leurs priorités de développement dans des secteurs nationaux vitaux et dans diverses applications industrielles, ainsi que pour garantir le développement et la gestion des connaissances nucléaires.

Dans ce contexte, l'Algérie souligne l'importance du programme-cadre national 2018-2023 en tant qu'outil destiné à approfondir la coopération technique entre

l'Algérie et l'Agence. Nous attendons également avec intérêt d'achever la préparation de notre programme-cadre national pour la période 2024-2029 et prenons acte du niveau satisfaisant de mise en œuvre des activités du programme de coopération technique avec l'Agence, rendu possible par une coopération technique étroite avec celle-ci, tout particulièrement lorsqu'il s'est agi de relever les défis posés par la crise sanitaire mondiale liée à la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et de s'adapter à ses conséquences d'une manière qui nous a permis d'en maîtriser les effets sur la mise en œuvre du programme de coopération technique.

À l'échelon régional, la délégation de mon pays se félicite de l'attention accordée par l'Agence au continent africain dans des domaines essentiels, notamment par l'intermédiaire de l'Accord régional de coopération pour l'Afrique sur la recherche, le développement et la formation dans le domaine de la science et de la technologie nucléaires (AFRA), qui contribue de manière notable à promouvoir et à soutenir la coopération régionale.

Cet intérêt se manifeste également dans le fait que la session du Forum scientifique de cette année a été consacrée au problème de l'accès aux soins de santé sous le thème « Rayons d'espoir : soins contre le cancer pour tous », une initiative qui a été lancée à Addis-Abeba en marge du trente-cinquième Sommet de l'Union africaine, tenu en février. L'initiative vise à combler les lacunes recensées dans le domaine des soins contre le cancer, en commençant par l'Afrique, où les installations de radiothérapie font défaut ou sont insuffisantes dans de nombreux pays. Une fois encore, nous nous félicitons de cette initiative et réaffirmons que l'Algérie est fermement résolue à appuyer les efforts déployés par l'Agence dans ce contexte et à contribuer concrètement à la réalisation de ses objectifs.

Nous sommes également prêts à apporter notre expertise et à mettre à disposition nos infrastructures afin d'atteindre les objectifs de l'initiative, ainsi qu'à continuer d'accompagner les pays africains à cet égard. C'est une démarche que nous menons depuis des décennies, notamment en aidant l'Agence à classer le centre régional désigné au titre de l'AFRA pour la médecine nucléaire en Algérie comme centre collaborateur régional dans le cadre de l'initiative « Rayons d'espoir ». Cette initiative complète d'autres initiatives importantes de l'Agence, notamment le projet d'action intégrée contre les zoonoses, l'initiative « Technologie nucléaire au service de la lutte contre la pollution par le plastique » et l'initiative « Rénovation des laboratoires

d'applications nucléaires » et ses phases finales. Nous saluons tout particulièrement le rôle prépondérant joué par ces laboratoires, qui célèbrent cette année le soixantième anniversaire de leur création. Nous appuyons les mesures prises par l'Agence en vue de les renouveler et de les moderniser, compte tenu du rôle pionnier qui est le leur en tant qu'élément essentiel des efforts d'assistance technique, de renforcement des capacités et de recherche déployés au profit des pays en développement.

Les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire et la mise en place d'installations liées à ce domaine nécessitent un système adéquat pour garantir les normes de sûreté et de sécurité nucléaires. Ma délégation salue le rôle dévolu à l'Agence dans ce domaine, ainsi que l'assistance technique fournie aux pays en développement pour renforcer leurs capacités nationales et améliorer leurs infrastructures en matière de protection physique des installations et des matières nucléaires.

Ayant ratifié tous les instruments relatifs à la sécurité nucléaire et consciente que le maintien de la sécurité nucléaire relève de la responsabilité de chaque État, l'Algérie a réalisé des progrès importants dans le

renforcement de son cadre législatif et réglementaire en la matière, notamment en adoptant une loi qui comporte diverses dispositions régissant les activités nucléaires, dont certaines ont trait à la création d'une autorité nationale chargée de la sûreté et de la sécurité nucléaires.

Pour terminer, l'Algérie considère le régime de vérification de l'Agence comme un élément clef de la non-prolifération nucléaire, et elle réaffirme sa pleine confiance dans la capacité de l'Agence de s'acquitter des obligations légales qui lui incombent en matière d'inspection. Dans ce contexte, ma délégation prend acte des progrès accomplis pour renforcer et améliorer l'efficacité du système de garanties, et elle encourage l'Agence à poursuivre ses efforts conformément à son statut et aux résolutions pertinentes de la Conférence générale.

L'Algérie réaffirme également son appui à l'autorité de l'Agence en tant qu'institution compétente pour traiter les questions de vérification, et elle appelle à l'universalisation de son système de garanties en tant qu'outil efficace de non-prolifération nucléaire.

La séance est levée à 13 h 5.